



L'Artsakh (Haut-Karabagh) et ses voisins au lendemain du cessez-le-feu signé le 10 novembre.

- Zones conquises par l'Azerbaïdjan, qui resteront sous son contrôle.
- Kalbajar : doit être évacué par l'Arménie avant le 15 novembre.
- Agdam : doit être évacué par l'Arménie avant le 20 novembre.
- Le Berdzor (Bertazor) : doit être évacué par l'Arménie avant le 1^{er} décembre.
- L'Artsakh qui reste sous contrôle des Karabaghtsis.
- Corridor de Latchine, sous surveillance russe (avec droit de regard de la Turquie).
- Les deux routes d'accès à l'Artsakh.
- ← Nouveau corridor de circulation azéri à travers la province arménienne du Zanguézour.
- Frontière de l'Artsakh avant le conflit.
- * * * * Autres zones revendiquées par l'Artsakh.

Carte dressée par Mapeh (sur wikipedia : Guerre de 2020 au Haut-Karabagh).

L'ARTSAKH, TERRE BLESSÉE D'ARMÉNIE



Revue trimestrielle /octobre-novembre-décembre 2020
Bureau de dépôt postal : 8500 Courtrai Mail
Numéro d'agrégation : P. 308.666

Sous le Haut Patronage de Sa Majesté la Reine



rue Marie de Bourgogne, 8
B-1050 Bruxelles - Belgique

Tél. : 02/512.15.49

(Les jours ouvrables, de 10 h à 13 h)

email : orient.oosten@skynet.be

Site web : <http://www.orient-oosten.org>

Fortis 001-5162000-27

IBAN : BE48 0015 1620 0027

BIC : GEBABEBB

Dans ce numéro

In Memoriam

- Le Père Jean-Marie Méricoux (1938-2020), par **Jean Jacques Pérennès** p. 3
- Moïse dans tous ses états : un beau cadeau pour les fêtes p. 4

Actualité

- Artsakh, l'héroïque combat des Arméniens. Enjeu territorial ou nouvelle cible du djihadisme international ?, par **Christian Cannuyer** p. 5

Essai

- Notre histoire : Solidarité-Orient d'hier à aujourd'hui. (III) Le duc de Brabant, futur Léopold II, et Mgr Mislin, défenseur des catholiques orientaux, par **Bernard Van Rinsveld** p. 35

Échos du Proche-Orient chrétien

p. 41

Lu pour vous

- Mesopotamia. Une aventure patrimoniale en Irak (dir. Pascal Maguesyan) p. 46

Notre page de couverture : dans la cathédrale de Chouchi dévastée par un bombardement azéri le 8 octobre, le violoncelliste belgo-arménien Sevak Avanesyan interprète *Krunk*, « La grue », une œuvre du célèbre prêtre et compositeur Komitas (1869-1935), qui est une sorte d'hymne pour tous les Arméniens expatriés. © Facebook/Music of Armenia/Sevak Avanesyan.

Au dos de la couverture : carte de l'Artsakh (Haut-Karabagh) et des territoires voisins au lendemain du cessez-le-feu signé le 10 novembre 2020.

Ce numéro 296 du Bulletin a été clôturé le 26 novembre 2020.

Nous remercions Mme Christine Pasquier pour son travail de relecture.



Membre de l'Union des Éditeurs de la Presse Périodique.

Les articles publiés dans la revue n'engagent la responsabilité que de leurs auteurs.

ABONNEMENT À SOLIDARITÉ-ORIENT

Le Bulletin trimestriel de Solidarité-Orient est envoyé à toutes les personnes ayant versé sur notre compte BE48 0015 1620 0027 (BIC : GEBABEBB) un **abonnement annuel de 15 €** (17 € pour la France, 20 € pour les autres pays) ; pas de chèque s.v.p.

COMMENT POUVEZ-VOUS APPORTER VOTRE AIDE ?

En versant vos dons au compte **BE48 0015 1620 0027** de SOLIDARITÉ-ORIENT a.s.b.l., rue Marie de Bourgogne, 8 — 1050 Bruxelles. S'il s'agit d'un don attribué, veuillez en indiquer clairement la destination. Vous pouvez également faire un legs, par testament (**notamment via la formule du legs en duo**), à l'a.s.b.l. SOLIDARITÉ-ORIENT. Pour ce faire, veuillez prendre contact avec notre secrétariat, tél. 02-512.15.49 (entre 10 h et 13 h).

EXONÉRATION FISCALE

Vous pouvez obtenir une attestation afin de bénéficier de l'exonération fiscale uniquement pour vos **dons à partir de 40 €, en dehors de l'abonnement annuel** de 15 €, que la loi ne permet pas de déduire. Pour ce faire, veuillez effectuer votre virement exclusivement sur le compte **BE48 0015 1620 0027** de SOLIDARITÉ-ORIENT a.s.b.l., rue Marie de Bourgogne, 8 — 1050 Bruxelles avec la mention : "**DON — ATTESTATION FISCALE S.V.P.**". *Une attestation n'est donc envoyée qu'à partir d'un versement de 55 € au cours de l'année civile. Les dons versés dans la même année civile sont totalisés.*

FAITES CONNAÎTRE L'ORIENT CHRÉTIEN

Le but de notre revue est aussi de faire connaître les chrétiens du Proche-Orient et de sensibiliser à leurs problèmes par une information constante et variée.

Faites lire *Solidarité-Orient* à vos connaissances qui, bien souvent, ignorent tout des chrétiens d'Orient. Mieux : offrez-leur un abonnement à l'essai.

Intentions de messes. Un prêtre du patriarcat grec-catholique de Jérusalem peut célébrer une ou plusieurs messes à vos intentions. Une messe : 20 € – une neuvaine : 170 € – un trentain grégorien : 560 €. Vous pouvez verser le montant sur notre compte BE 48 0015 1620 0027 avec la mention : Messe + intention. La date de chaque messe et le nom du prêtre peuvent vous être communiqués (donnez-nous votre adresse email).

Solidarité-Orient a.s.b.l., est un organisme catholique qui a pour but l'aide, sous toutes ses formes, aux communautés chrétiennes du Proche et Moyen-Orient qui, depuis plusieurs siècles, vivent au cœur de l'Islam et contribuent à l'épanouissement social, culturel et religieux des civilisations arabes et orientales. Reconnue par la Conférence des évêques de Belgique, notre association est membre de la Réunion des Œuvres d'Aide aux Chrétiens d'Orient (ROACO), qui dépend du Saint-Siège.

In Memoriam

LE PÈRE JEAN-MARIE MÉRIGOUX (1938-2020)

Le dominicain Jean-Marie Méri­goux s'est éteint à Marseille ce samedi 7 novembre 2020, emporté par un cancer foudroyant. Entré dans l'Ordre dominicain en 1957, ce religieux français aura passé 40 ans de sa vie dans le monde arabe au plus près des chrétiens d'Orient.

Après deux années d'étude de l'arabe à Alger puis à Bikfaya (Liban), il rejoint en 1969 la communauté dominicaine de Mossoul en Irak, où il va devenir un remarquable spécialiste des Églises orientales, de leur histoire et de leur liturgie.

D'abord professeur au séminaire interrétuel Saint-Jean de Mossoul, il accompagne les communautés chrétiennes de la plaine de Ninive et publie divers travaux sur leur histoire. Il résumera son parcours dans un très beau livre *Va à Ninive ! Un dialogue avec l'Irak* (Cerf, 2000, 482 pp.), où son érudition le dispute à la sympathie pour ces communautés qui lui révèlent ce deuxième poumon du christianisme, cher à Jean-Paul II (*Lettre apostolique Oriente lumen*, 1995).

En 2007, il rejoint le Caire et se met au service des étudiants, pour la plupart musulmans, qui fréquentent la bibliothèque de l'Institut dominicain d'études orientales (IDEO), fondé par le P. Georges Anawati. C'est pour lui l'occasion de mieux mesurer qu'il n'y a pas d'avenir pour les chrétiens d'Orient sans une coexistence avec les musulmans. Spécialiste de Riccoldo da Monte di Croce (1243-1320), un frère dominicain du Moyen Âge à qui il a consacré une thèse de doctorat en Histoire, Jean-Marie Méri­goux scrute de près les hauts et les bas de la relation islamo-chrétienne au long des siècles. Touché par les drames de ses amis chrétiens irakiens, il maintient fermement la nécessité du dialogue.

Revenu en France en 2007, il poursuit sa quête à Marseille, « porte de l'Orient », visitant fréquemment les chrétiens irakiens réfugiés à Istanbul ou en France. Il leur consacre en 2013 un nouvel ouvrage, *Vers d'autres « Ninive »*. *Le Caire, Istanbul, Marseille. Lettres 1985-2010* (Cerf, 278 p.), et dispense un enseignement sur ces sujets à l'Institut catholique de la Méditerranée et à l'Université en ligne DOMUNI. Deux éléments frappants dans



ce riche parcours : un intérêt pour l'étude de la culture orientale, mais aussi un amour pour les gens, ces chrétiens orientaux qui lui révèlent une expression arabe du christianisme, si peu connue en Occident.

Il est décédé le 7 novembre 2020, jour de la Toussaint de l'Ordre dominicain. Cette date l'aurait enchanté, lui qui aimait souligner que Riccoldo et Massignon, deux de ses références, étaient décédés une veille de Toussaint. Un « intersigne », aurait dit Massignon. Une vie accomplie et un exemple à suivre.

Jean Jacques Pérennès, op

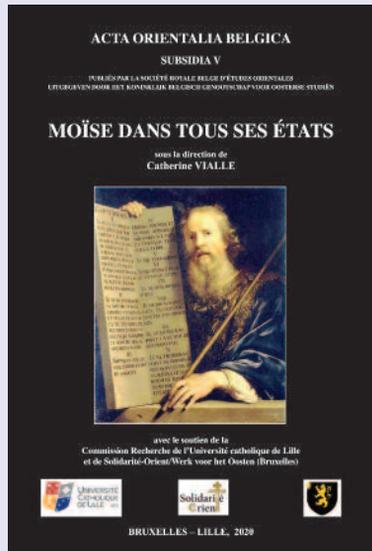
Directeur de l'École biblique et archéologique française de Jérusalem

MOÏSE DANS TOUS SES ÉTATS : UN BEAU CADEAU POUR LES FÊTES

Solidarité-Orient a copublié avec la Société Royale Belge d'Études Orientales un volume dirigé par Catherine Vialle (Faculté de théologie de Lille) et consacré à Moïse dans la Bible et dans les traditions religieuses du judaïsme, du christianisme (notamment du christianisme oriental) et de l'islam. Il apporte sur cette fascinante figure fondatrice des regards complémentaires et parfois inattendus. Jugez-en par la table des matières : Stéphanie ANTHONIOZ, *Le Moïse historique et la construction du personnage dans le Pentateuque* ; Catherine VIALLE, *À la lumière de Moïse. Les « Moïse redivivi » dans l'Ancien Testament* ; Christian CANNUYER, *Moïse, inventeur du monothéisme ? Un essai de réponse pimenté d'égyptologie* ; Didier LUCIANI, *Moïse dans la littérature de Sagesse et la littérature intertestamentaire* ; Michel HUBAUT, *Moïse dans le Nouveau Testament* ; Bruno CALLEBAUT, *Jésus et la Loi de Moïse : état des recherches* ; Jean MASSONNET, *Moïse dans la tradition rabbinique* ; Samir ARBACHE, *Moïse dans le Coran et la tradition musulmane* ; Dominique GUERY, *Moïse, préfiguration du Christ et du Messie. Interprétation dans l'iconographie*

chrétienne. Un superbe cadeau pour l'un de vos proches que la Bible et l'histoire des religions intéressent.

Prix promotionnel pour les lecteurs de Solidarité-Orient : 30 euros port compris, au lieu de 35 euros port non compris. Pour commander ce livre, versez 30 euros sur notre compte **BE 48 0015 1620 0027**, avec la mention **MOÏSE**. Il vous sera expédié à l'adresse mentionnée sur votre virement.



A

ctualité

ARTSAKH, LE COMBAT HÉROÏQUE DES ARMÉNIENS

Enjeu territorial ou nouvelle cible du djihadisme international ?

Le 27 septembre dernier, l'Azerbaïdjan a lancé une offensive d'envergure contre la république arménienne de l'Artsakh (Haut-Karabagh¹), violant le cessez-le-feu négocié en mai 1994 au terme d'un conflit de deux ans. La guerre a donc repris en pleine pandémie, ce qui a d'emblée rendu la situation humanitaire extrêmement préoccupante. Le 10 novembre, un accord signé entre l'Arménie – qui a apporté son soutien militaire aux Karabaghstis –, l'Azerbaïdjan et la Russie a mis fin aux hostilités, consacrant la victoire des Azéris, qui resteront maîtres des territoires (re)conquis, y compris la ville de Chouchi, centre historique du Haut-Karabagh, juchée sur les hauteurs dominant la capitale Stepanakert. On peut craindre que ce ne soit qu'une première étape, le but des Azéris étant clairement de reprendre le contrôle de tout ce territoire peuplé d'Arméniens, que Staline avait incorporé de force dans l'Azerbaïdjan en 1921 et qui a opté pour son indépendance lors de l'implosion de l'URSS. Le conflit qui s'achève, du moins provisoirement, a fait plusieurs milliers de victimes ; 60 % des habitants de la petite république ont fui, terrorisés par les avancées victorieuses des Azéris. L'aide apportée à l'Azerbaïdjan par le grand frère turc et par des centaines de djihadistes étrangers rappelle les pires scénarios des conflits irakien et syrien. Les vociférations haineuses du président azéri Ilham Aliyev – « Nous allons chasser ces chiens et les noyer dans leur sang » – font peser sur le peuple arménien une nouvelle menace génocidaire. Comment expliquer que tant de nos grands médias, traitant à la grosse louche l'événement dans le contexte de la pandémie qui retient quasiment toute leur attention, aient épousé, sous le couvert de la neutralité, la rhétorique azérie en parlant de « séparatistes du Haut-Karabagh » ? Devant une telle méconnaissance de l'histoire de cette région, il est important de s'attarder à la rappeler sans être trop bref – partant, trop réducteur – pour mieux comprendre ce qui peut devenir, à terme, une nouvelle tragédie pour le christianisme proche-oriental.

¹ On écrit, indifféremment, Karabagh ou Karabakh (graphie plutôt « russe »).

Refusons d'entrée de jeu l'équidistance que veut nous imposer le politiquement correct médiatique et diplomatique : l'offensive de l'Azerbaïdjan est bel et bien une agression unilatérale perpétrée avec la bénédiction de la Turquie. Les Azéris, rappelons-le, sont un peuple turcophone, même s'ils sont majoritairement chiites tandis que les Turcs sont sunnites... Parler d'un conflit opposant l'Azerbaïdjan aux « séparatistes » du Karabagh est rien moins que révoltant. C'est comme si l'on qualifiait de séparatistes les justes aspirations du peuple palestinien à obtenir un État. L'Artsakh est un terroir arménien depuis plus de deux mille ans. Son union contre nature avec l'Azerbaïdjan, de 1921 à 1991, ne fut qu'un dommage collatéral d'un nauséabond pet de l'histoire, la période communiste des pays de Transcaucasie.

Impressions d'un court séjour en Artsakh : juillet 2013

Le mardi 9 juillet 2013, les amis et lecteurs de *Solidarité-Orient* que j'ai emmenés en Arménie quittent la capitale Erevan, après avoir assisté le dimanche en la ville sainte d'Etchmiadzine – le « Vatican arménien » – à la grande fête de Vartavar présidée par S.S. le catholicos Karékine II. Une journée de route, entrecoupée de visites, nous sépare d'une des régions les plus chères au cœur de tous les Arméniens : l'Artsakh, plus connu sous le nom de Haut-Karabagh ou Nagorno-Karabagh². Arrivés à la frontière orientale de la province du Syounik, nous passons la nuit à Goris, dans un hôtel à l'austérité encore toute soviétique... Le lendemain, nous empruntons le fameux corridor de Latchine, passage obligé entre la république d'Arménie et l'Artsakh depuis le cessez-le-feu conclu entre Arméniens et Azéris le 16 mai 1994, à l'issue d'une guerre qui a fait 30 000 victimes. Les escarmouches restent toutefois monnaie courante entre les deux parties. Aussi n'est-ce pas sans une certaine appréhension qu'une fois les formalités d'entrée au Karabagh finalisées, nous entreprenons la visite du monastère frontalier de Tsitsernavank, où, selon une tradition, était jadis vénéré le petit doigt (*tsitsern*) de saint Georges. Il servait autrefois de paroisse au village arménien tout proche de Zeyva, mais celui-ci fut vidé de ses habitants chrétiens lors du conflit opposant les « Tatars »³ aux Arméniens en 1905. L'église laissée à l'abandon a été restaurée en 2001. Dans l'après-midi, notre bus grimpe à plus de 1500 m d'altitude. La montagne est verdoyante et somptueuse, l'air d'une pureté absolue. Nous voici à Chouchi, qui fut la capitale du Haut-Karabagh jusqu'en 1923, comme en témoignent les ruines imposantes de sa forteresse datant du milieu du 18^e s. et la majestueuse cathédrale Sourp Amenaprkich Ghazanchetsots (Saint-Sauveur)⁴. La prise de la ville, le 9 mai 1992, a été le tournant de la première

² On utilise aussi la variante Nagorny-Karabakh.

³ C'est-à-dire les « Azéris », déjà ! Voir ci-après, note 32.

⁴ Elle a été bombardée par les Azéris le 8 octobre dernier.

guerre du Haut-Karabagh, comme ce sera aussi le cas en 2020. À quelque 10 km de là, aux portes de la capitale actuelle de la république de l'Artsakh, Stepanakert, nous sommes accueillis par le monument « Nous sommes nos montagnes », que tout le monde appelle plutôt « Mamik et Babik » (photo ci-dessous). Sculpté dans le tuff rouge en 1967 par Sargis Baghdasarian (1923-2001), un vieux couple symbolise le peuple arménien vivant depuis toujours dans les montagnes du Haut-Karabagh.



Le 11 juillet, c'est l'apogée de notre incursion en Artsakh : la découverte du monastère de Gandzasar (13^e s.), à 49 km au nord-ouest de Stepanakert par la route. Son nom, qui signifie « Trésor-montagne », lui vient tant des mines de cuivre et d'argent du voisinage que de sa splendeur architecturale, qui en fait l'un des plus remarquables exemples de l'art monumental arménien. Nous rencontrons le père Hovannisyan, gardien de ce qui fut jadis le siège du « catholicos »⁵, chef spirituel de l'Artsakh. Haut-lieu tellement identitaire que, pendant la guerre de 1992-1994, les roquettes azéries se sont acharnées à vouloir le détruire.

De ce trop bref séjour au Karabagh, nous revenons avec la conviction que cette petite république est on ne peut plus arménienne et profondément imprégnée de son passé chrétien, même si aucun État siégeant à l'ONU – pas même l'Arménie ! – ne reconnaît l'indépendance qu'elle a autoproclamée en 1991. Au regard du droit international, elle fait partie de... l'Azerbaïdjan !

⁵ Dans certaines anciennes Églises orientales, le titre de catholicos correspond au titre de patriarche utilisé dans d'autres Églises.



Le complexe monastique de Gandzasar, lors d'un mariage collectif organisé en octobre 2008 par l'homme d'affaires Levon Hairapetian, descendant de la dynastie locale des Hasan-Jalalian (gandzasar.com).



Liturgie à Gandzasar célébrée par le père Ter-Hovhannes Hovannisyán (gandzasar.com).

Un pays très anciennement arménien, christianisé de bonne heure

C'est, semble-t-il, à l'époque hellénistique, quand règne en Arménie la dynastie des Orontides (v. 331-188 av. J.-C.), que des Arméniens commencent à s'établir dans l'Artsakh ainsi que dans l'Outik (Utik) voisin, s'y mêlant aux peuples autochtones. Des quinze provinces du royaume d'Arménie (voir la carte ci-dessous), dont les frontières se stabilisent sous les Artaxiades (188 av.-12 ap. J.-C.) et les premiers Arsacides⁶ (à partir de 12 ap. J.-C.), l'Artsakh et l'Outik sont les marches orientales, entre l'Araxe au sud, le lac Sévan à l'ouest et la Koura à l'est. Entre ce fleuve et la Caspienne s'étend le royaume d'Albanie⁷ (Aghvank en arménien, ou Aghouanie) caucasienne, correspondant partiellement à l'Azerbaïdjan actuel, au sud du Daghestan et à l'extrême-est de la Géorgie (ou Ibérie) ; ses populations, contrairement aux Arméniens et aux Iraniens, n'appartiennent pas au groupe linguistique indo-européen.



Si l'on en croit les anciens chroniqueurs, les princes (*nakharars*) de l'Artsakh, qui, comme dans les autres provinces arméniennes, jouissent d'une large autonomie, descendent d'Aran⁸, arrière-petit-fils de Hayk, le père mythique

⁶ Les Arsacides d'Arménie étaient une branche collatérale de la dynastie parthe du même nom qui régna en Perse de 250 av. J.-C. à 224 ap. J.-C., avant d'être supplantée par les Sassanides.

⁷ L'Albanie caucasienne n'est évidemment pas à confondre avec l'Albanie d'Europe, avec laquelle elle n'a rien à voir. Certains proposent de l'appeler plutôt Albanétie.

⁸ Une étymologie populaire prétend d'ailleurs que le nom de l'Artsakh signifie « forêt (*tsakh*) d'Aran ».

de la nation arménienne⁹. À la suite de la conversion du roi Tiridate IV d'Arménie au christianisme en 301¹⁰, l'Artsakh embrasse la foi nouvelle et un premier monastère est fondé à Amaras par saint Grégoire l'Illuminateur, l'évêque qui a baptisé le souverain et institué le Saint-Siège d'Etchmiadzine. L'Illuminateur ordonne son propre petit-fils Grigoris comme évêque pour la Géorgie, l'Albanie¹¹, l'Outik et l'Artsakh. Saint Grigoris, patron de l'Artsakh, considéré comme le premier « catholicos » d'Albanie, meurt martyr en 343, alors qu'il prêche l'Évangile dans le pays des Maskoutes (les Massagètes des auteurs antiques), l'actuel Daghestan. Il est inhumé au monastère d'Amaras, où son tombeau est encore vénéré de nos jours. Au 5^e s., c'est à Amaras qu'est organisée la première école où l'on enseigne l'alphabet arménien imaginé par saint Mesrop/Machtots, que la tradition crédite d'avoir aussi mis au point les alphabets géorgien et albanien¹².

Dans l'Empire sassanide, une Église résistante

L'affrontement incessant entre l'Empire perse sassanide et l'Empire romain, dont est tributaire le royaume arsacide d'Arménie, aboutit en 387 à la partition de ce dernier : l'Arménie occidentale devient province romaine et l'Arménie orientale – comprenant notamment l'Artsakh et l'Outik – est désormais un royaume vassal des Sassanides, jusqu'à ce que ceux-ci mettent fin à la dynastie arsacide locale en 428. Mais on assiste à l'absorption progressive de l'Artsakh, de l'Outik et de la province plus méridionale du Paytakaran par le royaume d'Albanie (Aghvank¹³), lui aussi vassal des Sassanides¹⁴. En vérité, l'union a pour effet d'arméniser progressivement l'Albanie ; l'entité politique ainsi constituée devient un foyer de la culture et de la vie monastique arméniennes, sous l'autorité spirituelle du catholicos. La population et la noblesse n'hésitent pas à défier les shahs sassanides, qui, craignant qu'en raison de leur foi leurs sujets chrétiens ne se fassent les alliés naturels de l'Empire romain devenu chrétien, veulent les convertir au zoroastrisme.

⁹ Selon la légende liée à l'identification de l'Ararat biblique au Grand Masis, le sommet culminant d'Arménie, Hayk aurait été lui-même un arrière-petit-fils de Noé.

¹⁰ C'est la date traditionnelle, mais maints historiens situent maintenant l'événement plutôt vers 314.

¹¹ D'après les chroniques arméniennes, le christianisme se serait imposé en Albanie après le baptême de son roi Urnayr, également par saint Grégoire, vers 330.

¹² L'alphabet albanien servait à écrire la langue autochtone (l'albanien ou ancien oudi), une variété du lezghien, langue caucasienne encore parlée de nos jours, principalement en Azerbaïdjan et au Daghestan, par quelque 450 000 locuteurs.

¹³ L'Aghvank tirait son nom, disait-on, d'un autre descendant de Hayk.

¹⁴ Très soumis à l'autorité de leurs suzerains sassanides, les faibles rois d'Albanie étaient issus, comme les souverains arméniens, d'une branche de l'ancienne dynastie des Arsacides.

L'intolérance religieuse des Sassanides finit par provoquer une rébellion armée des princes chrétiens d'Arménie, de Géorgie et de la grande Albanie. Aux lendemains de la bataille d'Avarayr (26 mai 451), où les forces coalisées de ces insurgés sont certes vaincues par le shah sassanide Yazdegerd II mais ont fait preuve d'un impressionnant héroïsme¹⁵, quantité de seigneurs arméniens se réfugient dans les montagnes boisées de l'Artsakh, qui, sous l'égide de la maison princière des Aranides (Arranshahiks), va être l'épicentre de la résistance aux Perses. Vers 488, le dernier roi arsacide d'Albanie Vachagan III le Pieux (reg. v. 485-510)¹⁶ promulgue la *Constitution d'Aghven*, un code de lois qui consacre la fusion des traditions juridiques de la noblesse, du clergé et des peuples de l'Artsakh, de l'Outik et de l'Aghvank.

La bataille d'Avarayr a lieu la même année que le concile de Chalcédoine (451) ; celui-ci, en entérinant le dogme de la double nature humaine et divine du Christ, a pour conséquence le schisme entre les partisans de cette doctrine et ses adversaires, lesquels considèrent qu'elle méconnaît l'unité profonde de la divino-humanité du Seigneur Jésus. Par souci, notamment, de se distancier des Byzantins, l'Église d'Arménie va peu à peu refuser Chalcédoine¹⁷ (c'est définitivement acquis au second concile de Dvin, en 555), suivie en cela – mais non sans hésitation¹⁸ – par l'Église d'Albanie. Il s'ensuit une rupture avec l'Église sœur de Géorgie, qui a, pour sa part, accepté le dogme chalcédonien.

Les Arméniens au temps des califes omayyades et abbassides : entre *pax islamica*, sujétion et reconstructions territoriales

Au milieu du 7^e siècle, les conquêtes de l'islam, qui anéantissent l'Empire sassanide et font subir aux Byzantins de lourdes pertes territoriales en Orient, entraînent la sujétion au califat des principautés arméniennes, tant d'Arménie occidentale que d'Arménie orientale. Mais, pour peu qu'ils s'acquittent d'un tribut modéré et fournissent quelques contingents de cavalerie aux musul-

¹⁵ Le prince arménien Vardan Mamikonian et 280 autres grands féodaux y trouvent la mort, mais leur vaillance révèle aux Perses que la conversion forcée des Arméniens au zoroastrisme est une entreprise hors de portée.

¹⁶ À sa mort, les Sassanides donneront la couronne d'Albanie à une autre lignée parthe, les Mihranides, qui leur étaient lointainement apparentés.

¹⁷ Elle devient une Église « non chalcédonienne » ou, pour employer une dénomination longtemps usuelle mais très contestable et aujourd'hui à éviter, une Église « monophysite » (comme les Églises copte, éthiopienne, syriaque).

¹⁸ Un courant pro-chalcédonien a été longtemps actif au sein de l'Église d'Albanie ; ainsi, au tournant du 8^e s., le catholicos Nersès I^{er}, soutenu par la reine Pram, épouse du roi Varaz-Tiridate I^{er}, tentera de renouer la communion avec l'Église byzantine, mais il suscitera l'opposition de la majorité de son clergé et sera déposé sur ordre du calife omayyade Abd-al-Malik en 706.

mans, les Arméniens bénéficient d'une large autonomie religieuse et politique. Ils retrouvent même, d'une certaine façon, l'unité perdue en 387 et échappent à l'intolérance religieuse des chalcédoniens. Au début, la *pax islamica* produit les conditions d'une prospérité dont profite l'Artsakh, idéalement situé sur la route de la soie, au carrefour du négoce entre l'Asie et l'Europe.

Mais la pression du pouvoir musulman s'accroît après une tentative de révolte arménienne en 703. Un gouverneur est installé à Dvin ; il y exerce une autorité tatillonne sur la vaste province d'*al-Arminiya* – regroupant l'Arménie, l'Albanie et la Géorgie –, où est instauré un système de fiscalité directe et de ponction de jeunes recrues pour l'armée. Avec la prise du pouvoir par les califes abbassides (750), le joug musulman se fait encore plus lourd. Une nouvelle rébellion est mâtée dans le sang en 774-775. À partir des années 850, les califes commencent à favoriser l'implantation dans tout l'espace arménien de colonies militaires et de tribus arabes¹⁹. Celles-ci constituent bientôt des émirats quasi indépendants. À terme, cette évolution favorise le retour sur la scène des princes territoriaux indigènes, qui jouent de l'opposition grandissante entre ces émirats et le gouverneur de Dvin pour restaurer leur puissance d'antan. Ainsi, dans les régions au sud-est de la mer Noire et dans celles confinant à l'Empire byzantin, l'antique lignage des Bagratides parvient petit à petit à unifier sous son sceptre un nouveau royaume d'Arménie : Ashot I^{er} Bagratouni est reconnu comme roi par le calife abbasside et par l'empereur byzantin en 885-886²⁰. Parallèlement, dans l'Artsakh émergent les deux principautés de Khatchen et de Dizak, respectivement aux mains des Sisakian de Syounik et des Arranchahiks, qui se soumettent amplement à l'autorité musulmane.

Des Seldjoukides aux Mongols : l'arménité de l'Artsakh menacée

Hélas, à partir des années 1040, l'Arménie est confrontée à la fois aux visées impérialistes des Byzantins à l'ouest et aux incursions des Turcs seldjoukides au sud et à l'est. L'Empire byzantin parvient à grignoter puis à annexer (1045) traîtreusement le royaume bagratide. Mais cette félonie se retourne bientôt contre les Byzantins, car, ce faisant, ils se sont privés de l'existence d'un État tampon qui contribuait à les protéger des Turcs. La victoire écrasante des Seldjoukides à la bataille de Mantzikert (1071) est suivie de la conquête de la majeure part de l'Anatolie, où se constitue le « sultanat de Roum ». Maintes

¹⁹ Cette politique conduira peu à peu à l'islamisation de l'Albanie caucasienne (aujourd'hui l'Azerbaïdjan). Le dernier roi chrétien de la dynastie des Mihranides, Varaz-Tiridate II, et son héritier Étienne sont assassinés en 821.

²⁰ Dans le sud, les Artsrouni assoient leur autorité sur la florissante principauté du Vaspourakan, centrée sur le lac de Van (elle devient royaume en 908).

familles de la noblesse d'Arménie occidentale vont se réfugier en Cilicie (la « Petite Arménie »), sur la côte méditerranéenne, où elles ne vont pas tarder à former plusieurs principautés²¹. Les princes de l'Artsakh, quant à eux, résistent tant bien que mal à l'emprise turque en se repliant dans leurs montagnes. Dans les plaines de l'ancien royaume d'Albanie s'implantent un nombre croissant de tribus turques, ancêtres des actuels Azéris.

À la fin du 12^e s., le déclin de l'État seldjoukide et la montée en puissance d'un nouveau royaume bagratide unifié de Géorgie et d'Arménie font passer les princes de Khatchen sous la suzeraineté de la dynastie des Zakarian, qui exercent une sorte de vice-royauté en Arménie. Malgré les terribles invasions des Mongols, qui, en 1235-1236, s'emparent de la Géorgie orientale et de la majeure partie de l'Arménie, le prince arranchahik de Khatchen Hasan Jalal Vahtangian (reg. 1214-1261) refait l'unité de l'Artsakh ; il réussit à tisser avec les envahisseurs des relations de bon voisinage et même une certaine coopération militaire, qui lui permet de protéger aussi les populations et les monastères d'Arménie occidentale. Il facilite de même les contacts entre le roi d'Arménie cilicienne Hethoum I^{er} (reg. 1226-1270) et les Mongols, avec lesquels le souverain va tenter de convaincre les croisés de faire alliance contre l'islam. C'est à Hasan qu'on doit la fondation en 1216 du monastère et de l'église Saint-Jean-Baptiste de Gandzasar (on y vénérât le prétendu crâne du saint), où est transféré le siège du catholicos d'Albanie, obligé de quitter Partav (Barda)²², la capitale de l'ancien royaume désormais presque totalement islamisé. À partir de là, le catholicos se transmettra héréditairement, d'oncle à neveu, dans une branche collatérale des Hasan-Jalalian²³.

Malgré les efforts consentis par Hasan Jalal pour rendre supportable la domination des Mongols, leur fiscalité prédatrice finit par déclencher en 1260 une jacquerie des seigneurs de l'Artsakh, à laquelle il s'associe avec l'appui du roi géorgien David IV Narin (1225-1293). La révolte est vite brisée : Hasan Jalal est capturé et mis à mort (1261).

L'occupation mongole a eu des effets socio-économiques désastreux. L'arménité de la région se trouve gravement affaiblie par l'installation de semi-nomades turcs et kurdes dans les plaines. Un phénomène qu'accroissent encore les conquêtes de Tamerlan (1386-1405), qui amènent dans leur sillage

²¹ Ces entités donneront naissance au royaume d'Arménie cilicienne, reconnu par l'Empire romain germanique et la papauté en 1198. Ses souverains entretenirent des rapports nourris avec les États croisés du Levant. Il perdurera jusqu'en 1375, année de son anéantissement par les Mamelouks d'Égypte.

²² Cette ville, dans le territoire de l'Outik, avait été fondée par le roi Peroz I^{er} d'Albanie vers 450.

²³ Un des catholicos d'Albanie issu de cette lignée sera élu en 1443 catholicos d'Etchmiadzine de tous les Arméniens sous le nom de Grégoire X († 1465).



Gandzasar, la tombe de Hasan Jalal (à g.), à la décoration très riche de symboles, et un haut-relief du tambour de la coupole représentant le prince supportant l'église qu'il a fondée (photos C. Cannuyer).

des tribus turcomanes, les Kara Qoyunlu (« Moutons noirs ») et les Aq Qoyunlu (« Moutons blancs »). C'est à cette époque que les Turcs prennent l'habitude d'appeler Karabagh (« Jardin noir ») les basses-terres de l'Artsakh, tandis qu'ils désignent les montagnes²⁴ sous le nom de Haut-Karabagh²⁵, refuge privilégié de la population arménienne, où les seigneurs locaux sauvegardent leur autonomie.

Établis autour du lac de Van, les Kara Qoyunlu conquièrent sous le règne de leur souverain Jahan Shah (reg. 1437-1467) un vaste mais éphémère empire comprenant l'Iran, l'Irak, le Khorassan. Prince éclairé et tolérant, Jahan Shah confirme les possessions des principaux princes de l'Artsakh et leur accorde le titre de *mélik* (« roi », en arabe).

²⁴ Rappelons que l'Artsakh est un pays très montagneux, dont l'altitude moyenne est de 1100 m, les plus hauts sommets étant le Mrav (3340 m) et le Kirs (2275 m).

²⁵ Traduit plus tard en russe : Nagorny-Karabakh.

Les mélikats de l'Artsakh, seule entité nationale arménienne subsistante, disputés par les Empires perse, ottoman et russe (16^e-milieu du 18^e s.)

Aux 16^e et 17^e siècles, le contrôle de la région est âprement disputé entre l'Empire turc ottoman, professant l'islam sunnite, et l'Empire perse, où la dynastie turcomane des Safavides impose l'islam chiite comme religion d'État²⁶. Partagé en cinq principautés (le *Khamsa*²⁷) dirigées par des dynasties apparentées²⁸, dont le grand shah safavide Abbas I^{er} reconnaît le statut semi-indépendant en 1603, l'Artsakh est alors l'ultime entité nationale arménienne subsistante. La région est ainsi devenue, dans la mémoire collective arménienne, le symbole de la résistance identitaire, méritant le surnom de « Couronne de l'Arménie ». C'est la raison pour laquelle le blason de l'actuelle république est sommé de l'antique couronne du roi Tigrane II (r. 95-55 av. J.-C.), sous le règne duquel l'Arménie avait connu son expansion maximale, s'étendant du Caucase et de la Caspienne à la Méditerranée.

L'instabilité et la faiblesse des derniers Safavides suscitent les convoitises rivales des Ottomans et de l'empire des Tsars. En envahissant les territoires septentrionaux de l'Empire perse en 1722 – pour le motif de contrer une offensive parallèle des Afghans –, le tsar Pierre le Grand compte sur l'appui des Géorgiens et des Arméniens, leur laissant entrevoir monts et merveilles. Mais sitôt le conflit terminé, il négocie un accord avec les Ottomans et leur laisse le champ libre en Transcaucasie (traité de Constantinople, 1724). Les Ottomans envahissent l'Artsakh. Les méliks organisent la résistance, galvanisés par le courage du grand catholicos du Siège de Gandzasar Yesai Hasan-Jalalian (reg. 1702-1728), qui se démène tant qu'il peut pour arracher au tsar le soutien militaire promis. En 1733, les milices seigneuriales du Karabagh massacrent tous les soldats ottomans qui avaient pris leurs quartiers d'hiver dans les montagnes de l'Artsakh ; ce coup audacieux a été encouragé par la victoire décisive contre la Sublime Porte que vient de remporter à Kirkouk Nadir Khan Afchar, nouvel homme fort de la Perse. Celui-ci, devenu roi sous le nom de Nadir Shah (1736), rétablit l'autorité perse en Arménie orientale. Pour les remercier d'avoir combattu les Ottomans, il accroît l'autonomie des méliks et octroie à celui de Dizak une sorte de suzeraineté sur les autres principautés arméniennes et même sur les khans musulmans de Transcaucasie.

²⁶ Le chiisme se propagera dès lors aussi parmi les « Tatars » de l'ancienne Albanie, ce qui explique que les Azéris d'aujourd'hui sont majoritairement chiites.

²⁷ *Khamsa* = « cinq », en arabe.

²⁸ Gulistan (dynastie des Beglarian), Jraberd (les Alaverdian, puis les Atabekian), Khatchen (les Hasan-Jalalian), Varanda (les Shahnazarian) et Dizak (les Avanian).



Les armes de la république de l'Artsakh (à g.) à l'aigle coiffée de la couronne d'Arménie, telle qu'elle figure sur les monnaies de Tigrane II (à dr.), sous le règne duquel (95-55 av. J.-C.) l'Arménie connut sa plus grande expansion.

Le khanat musulman du Karabagh (1747-1804)

Mais à la mort de Nadir Shah en 1747, son empire se délite. Nombre de gouverneurs de province et de chefs tribaux secouent la tutelle perse. Une multitude de petits États indépendants se créent. Panah Ali, chef de la tribu turque des Javanshir, prend le contrôle effectif du Karabagh, dont il se proclame khan. Le mélik Shahnazar II de Varanda se rallie à lui et lui cède le fortin (*sghnakh*) qui assurait la défense de sa principauté. Panah Ali Khan y érige en 1750-1752 la puissante forteresse de Panahabad, la future Chouchi, et il en fait la capitale du khanat.

En 1775, les méliks de Jrabed, de Gulistan et de Dizak se liguent contre Ibrahim Khalil Khan, le fils et successeur de Panah Ali, et sollicitent de la tsarine Catherine II une intervention de la Russie pour mettre fin au khanat musulman. Ibrahim Khalil réagit avec une extrême violence : il met notamment à sac le monastère de Gandzasar et, s'étant emparé de la personne du catholicos Hovhannès X, il le fait empoisonner (1786). La rébellion est écrasée sans pitié.

En août 1796, le nouveau shah Agha Mohammad, fondateur de la dynastie d'origine turcomane des Qajars²⁹, assiège Chouchi dans le but de rétablir l'autorité de la Perse au Karabagh. Mais Ibrahim Khalil Khan résiste victorieuse-

²⁹ En 1794, fédérant les tribus qajares, il a éliminé l'insignifiante dynastie des Zand, sous laquelle la Perse avait sombré dans le chaos le plus total, et il a entrepris la reconquête de la Géorgie. On lui doit le choix de Téhéran comme nouvelle capitale de la Perse.

ment. Après 33 jours de siège, les Perses dévastent l'Artsakh et massacrent des milliers de villageois. L'année suivante, Agha Mohammad Shah fait une nouvelle tentative, fructueuse cette fois, car Chouchi est sans défense : Ibrahim Khan s'est enfui au Daghestan, tout l'Artsakh est en proie à la famine et à la peste. La forteresse est prise le 6 juin, mais le Shah est assassiné 5 jours plus tard par un de ses serviteurs, peut-être un Arménien converti de force à l'islam. Son successeur Fath Ali Shah (reg. 1797-1834) permet alors à Ibrahim Khalil de récupérer son khanat.

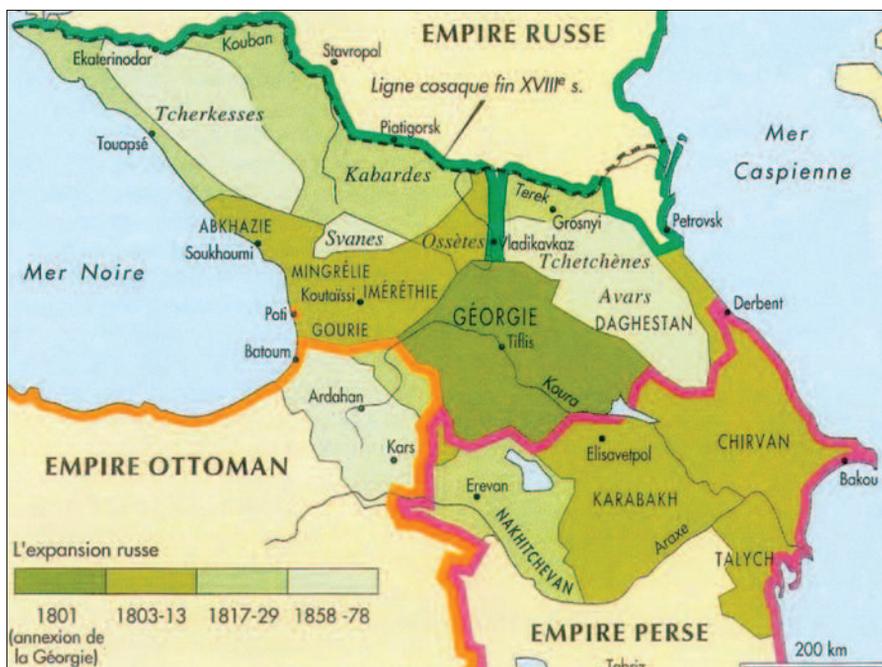
La conquête russe et l'incorporation à l'empire des tsars (1805)

C'est le moment où le tsar Alexandre I^{er} entreprend une offensive ambitieuse contre les territoires transcaucasiens de la Perse, que les Russes convoitent depuis longtemps. En mai 1805, Ibrahim Khalil Khan est contraint de signer le traité de Kurekchay, par lequel il reconnaît le protectorat de la Russie. Mais l'année suivante, il fait volte-face et appelle les Perses au secours. Il est tué par le commandant de la garnison russe installée à Chouchi. Les Russes placent son fils Mehdigulu Khan sur le trône du khanat.

Conséquemment aux avancées victorieuses des armées du tsar, le khanat du Karabagh, la Géorgie et le Daghestan sont définitivement cédés par la Perse à la Russie en vertu du traité de Gulistan (24 octobre 1813)³⁰. Dans un premier temps, le tsar Paul I^{er} reconnaît l'autorité des cinq méliks, mais leurs droits régaliens sont finalement abolis en 1822³¹, de même que le khanat javanshir, incorporé dans le gouvernorat russe d'Elisavetpol (nouveau nom de Ganja). La période tsariste du Karabagh est marquée par une bonne convivialité entre la population arménienne (majoritaire à 94 %, selon les recensements russes de la fin du 19^e s.) et les « Tatars » chiites – qu'à cette époque, on n'appelle

³⁰ Au terme d'un nouveau conflit russo-perse, le reste de la Transcaucasie passera aussi à la Russie, en vertu du traité de Turkmenchay (1828).

³¹ Leurs familles, reconnues comme faisant partie de la haute aristocratie de l'Empire russe, continueront néanmoins à jouer un rôle important en Artsakh et en Arménie. Elles sont aujourd'hui regroupées au sein d'une association appelée Meliq Union : <https://meliqunion.wixsite.com/home>. Un membre éminent de la lignée des Hasan-Jalalian fut le magnat du pétrole et philanthrope arméno-russe Levon G. Airapetian (mort en octobre 2017, alors qu'il se trouvait emprisonné, prétendument pour corruption, plus certainement en raison de ses relations houleuses avec Poutine), qui a financé la restauration du monastère de Gandzasar en 2000-2002 et a mis sur pied plusieurs projets visant à améliorer l'économie et les infrastructures de l'Artsakh, comme la construction d'un barrage sur la rivière Khachenaget. Dès le début de l'offensive azérie de septembre 2020, les descendants des méliks ont publié sur leur site un vibrant appel à la résistance du peuple de l'Artsakh.



pas encore Azéris³² –, surtout concentrés dans la capitale Chouchi. Celle-ci s'affirme progressivement comme un centre économique et culturel important, doté d'une université. Et elle s'arménise de plus en plus : si, en 1823, les « Tatars » y représentent 72,5 % de la population, les Arméniens y sont devenus majoritaires (56,5 %) en 1897. La cathédrale arménienne Sourp Amenaprkich Ghazanchetsots (Saint-Sauveur) est édifée de 1868 à 1887, en même temps que la grande mosquée chiite Mets Meched (1883).

³² Le terme « Tatars » désigne à l'époque les populations turques de l'ancienne Albanie caucasienne et de la Transcaucasie en général. La dénomination « Azéris » ne s'imposera qu'à partir des années 1920. Elle fut forgée artificiellement par les anthropologues bolchéviques, inspirés par l'existence de la province iranienne d'Azerbaïdjan, à population largement turcophone et chiite. L'Iran protesta d'ailleurs contre ce qu'il considérait comme une appropriation indue d'identité. C'est l'époque où l'URSS menait une politique d'« indigénisation » revisitant complètement l'histoire de la mosaïque des nationalités de l'ancien Empire russe : cf. Terry D. MARTIN, *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*. Ithaca, NY, Cornell University Press, 2001.

Malheureusement, la coexistence entre chrétiens et musulmans va être affectée au début du 20^e s. par la diffusion des idées panturquistes et panislamistes. Des heurts sanglants opposant Arméniens et musulmans à Bakou en février 1905 provoquent au Karabagh un premier conflit « arméno-tatar ». On déplore de lourdes pertes humaines et matérielles dans les deux communautés, qui nourrissent dorénavant l'une envers l'autre une animosité tenace.

De la révolution russe à la première république du Nagorny-Karabakh

Pendant la Première Guerre mondiale, les Arméniens vivant dans l'Empire russe échappent au génocide (1915-1917) perpétré par les Turcs et leurs supplétifs kurdes en Anatolie (1 500 000 victimes), d'autant que l'armée du tsar engrange de beaux succès sur le front du Caucase. Mais la révolution qui force Nicolas II à abdiquer en mars 1917 amène le parti Dachnak (socialiste révolutionnaire) à prendre le pouvoir en Arménie russe. Une République fédérative démocratique de Transcaucasie, regroupant l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan voit bientôt le jour. À la suite de la révolution d'octobre, un gouvernement bolchévique dirigé par un Arménien, Stepan Chahoumian (1878-1918), s'impose à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan (novembre 1917). L'offensive ottomane très menaçante qui suit la signature de la paix de Brest-Litovsk entre Lénine et la Turquie (mars 1918) et des intérêts nationaux trop divergents vont faire éclater la fédération transcausienne en trois républiques distinctes. Des heurts violents opposent derechef musulmans et Arméniens à Bakou, faisant entre 3000 et 12 000 morts. Les forces ottomanes pénètrent dans la région de Ganja. Dans ce contexte, le gouvernement de Bakou proclame l'annexion du Karabagh et du Zanguézour (autre nom du Syounik) à la république d'Azerbaïdjan proclamée le 28 mai. Le même jour, une république indépendante est également proclamée par les Arméniens, qui viennent de repousser héroïquement l'avance turque (bataille de Sardarapad, 21 mai). Les Turcs la reconnaissent (4 juin), mais elle se limite à un maigre territoire de 12 000 km² centré autour de la plaine de l'Araxe et du lac Sévan. Mis devant le fait accompli, les Arméniens de l'Artsakh réagissent en dénonçant l'annexion à l'Azerbaïdjan et en proclamant à leur tour, le 22 juillet 1918, l'indépendance du « Nagorny-Karabakh ». Un Conseil national élu et un gouvernement sont mis en place.

Il y a 100 ans : la première invasion azérie du Karabagh (1919-1920)

À la fin du mois d'octobre suivant, les troupes ottomanes se retirent de Transcaucasie et sont remplacées par des forces britanniques. Soucieux de contrôler les ressources pétrolières de l'Azerbaïdjan et d'en faire un poste avancé de l'influence occidentale, à même de contrer la soviétisation du Sud-Caucase, les Anglais favorisent sa mainmise sur le Haut-Karabagh avant

même que la Conférence de Paris se soit prononcée sur le statut de ce territoire disputé. Avec leur aval, le gouvernement azerbaïdjanais nomme le 15 janvier 1919 un gouverneur général du Nagorny-Karabakh (Khosrov bey Sultanov) et lance au Conseil national karabaghtsi un ultimatum l'intimant de reconnaître l'annexion à l'Azerbaïdjan. En février, un 4^e Congrès de la nation arménienne du Karabagh réuni à Chouchi rejette solennellement ce diktat au nom du principe de l'auto-détermination des peuples prôné par le président américain Wilson. L'armée azerbaïdjanaise sous les ordres du brutal Sultanov pénètre alors dans le Haut-Karabagh, d'où se sont scandaleusement retirés les contingents britanniques pour laisser libre cours à l'offensive. Les quartiers arméniens de Chouchi sont assiégés (4-7 juin 1919), les villages environnants assaillis par des nomades que stipendie le frère de Sultanov et qui massacrent notamment 700 civils à Ghaïbalichen. L'armée turque de Mustafa Kemal, qui progresse vers la région, manifeste son intention de prêter main forte aux Azéris. Le Congrès national du Haut-Karabagh se voit contraint de capituler et d'accepter le 22 août l'intégration provisoire dans l'Azerbaïdjan, jusqu'à ce que la Conférence de Paris se soit prononcée. C'est sans compter sur Sultanov, qui entrevoit pour le Karabagh la perspective d'une « solution finale ». Les moyens lui en sont soufflés par des experts turcs qui ont été à la manœuvre en Anatolie pour exterminer les Arméniens et les Assyro-Chaldéens. Des atrocités sont commises sur un grand pied, comme le massacre perpétré le 22 février 1920 à Khankendy (l'actuelle Stepanakert), à Askeran et sur la route reliant Chouchi à Evlakh. Les Arméniens tentent de répliquer : dans la nuit du 22 au 23 mars, profitant de ce que les musulmans fêtent Nowrouz (le nouvel an), un petit commando karabaghtsi tente une attaque sur Chouchi. Les soldats azéris, épaulés par des mercenaires kurdes, incendient aussitôt les quartiers arméniens de la ville, déciment la population chrétienne³³ et font régner la terreur dans toute la région.

Officiellement, la république d'Arménie s'abstient d'intervenir, bien que le 9^e Congrès national karabaghtsi ait proclamé sa volonté de réunion du Haut-Karabagh à l'Arménie, comme une part essentielle de la nation. Les Karabaghtsis espèrent un retournement de la situation lorsque des troupes arméniennes venues finalement du Zanguézour enfoncent le front azéri et marchent vers Chouchi. Mais, à l'hiver 1920, l'intervention de la 11^e armée russe permet aux Azéris de prendre totalement le contrôle de la région. Un scénario étonnamment analogue à ce qui vient de se reproduire en cet automne 2020 ! Entre 20 et 30 000 Arméniens du Haut-Karabagh (soit environ 20 % de ceux-ci) ont perdu la vie dans le conflit. Le 2 décembre 1920, le trai-

³³ De plus de 22 000 qu'ils étaient en 1914, les Arméniens de Chouchi sont réduits à 300 en 1921.

té d'Alexandropol signé entre l'Arménie – où les bolchéviques viennent de prendre le pouvoir – et la Turquie accepte le principe du rattachement du Haut-Karabagh (peuplé à 94 % d'Arméniens !) et du Nakhitchevan à l'Azerbaïdjan.

Le Haut-Karabagh sous la férule de la république soviétique d'Azerbaïdjan (1921-1988)

Le 5 juillet 1921, Joseph Staline, alors commissaire du Peuple pour les nationalités, décide d'entériner ce rattachement, malgré l'avis contraire exprimé par le Bureau du Caucase du Comité central du parti communiste. Pour Staline comme naguère pour les Britanniques, il s'agit de froter dans le sens du poil l'Azerbaïdjan, riche en ressources pétrolières, mais aussi la Turquie kémaliste, dont les Russes espèrent qu'elle empruntera la voie du communisme. Devant les vives protestations des populations arméniennes concernées, Staline octroie cependant au Nagorny-Karabakh le statut d'un *oblast* (région semi-autonome) s'étendant sur 4388 km². Il en va de même du Nakhitchevan, où, cependant, plus d'un tiers de la population arménienne a déjà évacué le territoire. L'Artsakh devient la seule entité territoriale du monde peuplée majoritairement de chrétiens (94 %) à être enclavée dans un État musulman. En juillet 1923, son centre administratif est transféré à Khankendi, qu'on renomme Stepanakert³⁴.

La semi-autonomie en principe garantie au pays est pure illusion. Pendant près de 70 ans, les Karabaghtsis vont subir des discriminations et des brimades en tous genres, qui répondent à un projet de « désarménisation » et de colonisation par des Azéris. Pas moins de 85 villages arméniens (30 %) disparaissent de la carte. La minorité azérie passe de 5 % en 1923 à 24 % en 1986. Au Nakhitchevan voisin, cette stratégie a des effets plus radicaux encore : la province se vide de toute sa population arménienne, encore légèrement majoritaire du début des années 1930. Dans le même temps, l'Église de l'Artsakh est complètement anéantie et une politique de destruction des monuments religieux anciens se met en place. Le but est, à terme, d'effacer le passé arménien de la région³⁵. Les autorités azéries se gardent bien de pourvoir le Karabagh des infrastructures nécessaires à son développement. Sans avenir, dans une région sous-développée, alors que l'Azerbaïdjan profite largement des revenus du pétrole, les jeunes n'ont d'autres perspectives que de s'expatrier en Russie ou dans les autres républiques soviétiques.

³⁴ Du nom de Stepan Chahoumian (voir ci-dessus, p. 19).

³⁵ De 1973 à 1988, Boris Guévorkov, secrétaire général du PC du Karabagh, s'est ainsi employé à rayer les noms arméniens des monuments aux morts de la seconde guerre mondiale !

L'indépendance revendiquée au lendemain de l'implosion de l'URSS

Le Kremlin reste sourd aux protestations des Karabaghtsis qui ne cessent, dès qu'ils le peuvent, de réclamer leur rattachement à l'Arménie. Au milieu des années 1980, la chape de plomb que fait peser Moscou sur les républiques de l'URSS s'allège grâce à la *perestroïka* voulue par Mikhaïl Gorbatchev ; l'Azerbaïdjan en profite pour affirmer son autorité propre et intensifier sa politique de colonisation. Le soviet du Nagorny-Karabakh réclame alors officiellement, le 20 février 1988, le droit à l'autodétermination et le rattachement à la RSS d'Arménie. Les grèves et les manifestations de soutien se succèdent, tant à Stepanakert qu'à Erevan (1 million de personnes le 26 février !), où un « Comité Karabagh » se forme, principalement sous l'impulsion de l'historien Levon Ter Petrossian. Lors d'un affrontement, deux jeunes Azéris sont tués le 22 février par un policier karabaghtsi à Askéran. La réaction azérie est immédiate. Du 27 au 29 février 1988, à Soumgaït, centre industriel à 25 km au nord de Bakou, un pogrom planifié par les autorités azéries fait des dizaines de morts et plus de 2000 blessés parmi les Arméniens. Un autre a lieu à Kirovabad (l'ancienne Ganja, alias Elisavetpol) en novembre 1988. Des violences anti-azéries sont à déplorer, en guise de représailles, dans plusieurs villes arméniennes. L'Azerbaïdjan organise un blocus terrestre et aérien total du Haut-Karabagh, qui aura de gravissimes répercussions sur la situation alimentaire et sanitaire dans l'enclave.

Le 7 décembre 1988, un terrible tremblement de terre dévaste les villes de Léninakan (Alexandropol, aujourd'hui Gyumri) et de Spitak en Arménie, faisant 25 000 victimes. Gorbatchev profite de la situation pour tenter de briser les revendications arméniennes : les soldats russes déployés sur place pour le maintien de l'ordre arrêtent les membres du Comité Karabagh. Mais devant l'ampleur des manifestations et l'indignation de la communauté internationale, ils sont relâchés en juin 1989.

Un nouveau pogrom à Bakou, du 12 au 19 janvier 1990, cause la mort d'une centaine d'Arméniens : des hommes sont égorgés, des femmes éventrées, des fillettes violées... Gorbatchev décrète l'état d'urgence et envoie pour restaurer l'ordre et tenter de protéger les Arméniens des soldats qui affrontent les militants du Front populaire d'Azerbaïdjan. C'est le fameux « janvier noir » : 120 Azéris et 8 soldats russes sont tués.

L'Assemblée nationale du Haut-Karabagh proclame l'indépendance du pays le 2 septembre 1991, dix-neuf jours avant que l'Arménie fasse de même après une consultation populaire. Un mois plus tard, le 21 novembre, le parlement azerbaïdjanais abolit le statut semi-autonome du Karabagh ; en réponse à quoi, à la mi-décembre, les habitants de celui-ci confirment par référendum (évidemment boycotté par la communauté azérie locale) leur volonté d'accéder à l'indépendance, reproclamée le 6 janvier 1992³⁶.

³⁶ Elle est considérée comme nulle et non avenue tant par les Russes que par la communauté internationale, qui s'aligne sur la position de ces derniers : le problème

La première guerre du Haut-Karabagh (1992-1994)

Mais la disparition de l'URSS – dissoute le 31 décembre précédent – a levé le dernier verrou qui empêche l'Azerbaïdjan de se lancer dans une offensive de grande échelle. C'est le début de la « guerre du Haut-Karabagh » (appelée par les Arméniens « guerre de libération de l'Artsakh »), le conflit inter-ethnique le plus meurtrier qui ait suivi l'implosion de l'Union soviétique. La Communauté des États indépendants (CEI) – qui a succédé à l'URSS et à laquelle a adhéré l'Arménie afin d'être protégée par la clause de sécurité collective en cas d'invasion turque – dépêche des troupes pour s'interposer entre les belligérants. Les forces régulières azéries sont épaulées par de nombreux combattants islamistes afghans, tchéchènes, turcs, et peuvent compter sur l'envoi d'armes ou de conseillers militaires par divers pays de l'ancien bloc de l'Est, par la Turquie, par quelques pays arabes et... par Israël !³⁷ De son côté, la petite armée du Karabagh est soutenue par des milliers de volontaires venus d'Arménie, mais aussi de Grèce et d'Ossétie du Sud, et par des mercenaires russes, anciens soldats de l'Armée rouge. Des fonds de secours et de l'aide alimentaire proviennent massivement d'Arménie et de la diaspora arménienne du monde entier.

Ce n'est pas ici le lieu de décrire les épisodes du conflit, marqué hélas par des massacres de civils dont se rendent coupables tant les Karabaghtsis (massacre de Khodjaly, 25-26 février 1992³⁸) que les Azéris (massacre de Maragha, le 10 avril suivant). Les forces du Karabagh prennent assez rapidement le dessus, surtout après la conquête de Chouchi (9 mai 1992) et du corridor de

est que selon la constitution de l'URSS, seules les 15 républiques soviétiques étaient autorisées à acquérir leur indépendance par auto-détermination. Or le Nagorny-Karabakh n'était qu'une région semi-autonome. Les Russes maintiennent en outre le principe de l'intangibilité des frontières existant lors de la dissolution de l'URSS.

³⁷ Le soutien d'Israël – qui n'a jamais reconnu le génocide arménien ! – à l'Azerbaïdjan s'explique par des motivations économiques (ce pays fournit 40 % des besoins énergétiques de l'État hébreu) et par le fait que le régime de Bakou – qui se veut strictement laïc et garantit pleinement la citoyenneté des quelque 20 à 30 000 Juifs vivant encore sur son territoire (les « Juifs des Montagnes » ou « Juhuris ») – collabore avec les services secrets israéliens contre l'Iran (nonobstant l'existence d'un Azerbaïdjan iranien et l'appartenance des deux pays au chiïsme).

³⁸ Si ce massacre de Khodjaly doit indéniablement être imputé aux soldats karabaghtsis des sources arméniennes mais aussi des journalistes azerbaïdjanais accusent des miliciens azéris d'avoir eux-mêmes tué quantité de malheureux fuyant le théâtre du drame, dans le but – en accroissant le nombre de victimes (plus de 600 ?) – de créer une onde de choc pour provoquer le renversement du président de l'Azerbaïdjan Ayaz Moutabilov, lequel sera effectivement contraint de démissionner sous la pression de la rue en mars 1992.

Latchine, voie d'accès vers l'Arménie permettant la circulation de convois de renforts. Au printemps 1993, les Karabaghtsis multiplient même les incursions victorieuses dans des zones à l'extérieur de l'enclave, provoquant des menaces d'intervention d'autres pays de la région. À la fin de la guerre, ils contrôlent non seulement le territoire de l'ancien *oblast*, mais aussi 9 % du territoire azerbaïdjanais. Cependant, certains territoires du Haut-Karabagh proprement dit n'ont jamais été récupérés et restent à ce jour sous occupation azerbaïdjanaise³⁹.

Le peuple de l'Artsakh s'est montré héroïque. Il y allait de sa survie. Peu avant son décès en 1989, le dissident russe Andreï Sakharov avait eu cette parole prophétique : « Pour l'Azerbaïdjan, la question du Karabagh est une question d'ambition ; pour les Arméniens du Karabagh, c'est une question de vie ou de mort. » Malgré leur infériorité numérique, les combattants de la petite république ont réussi à chasser les forces d'occupation azerbaïdjanaises. Ils ont en plus pris le contrôle d'une vaste zone limitrophe de plus de 7000 km², destinée à servir d'espace de protection autour de l'enclave. Au terme du cessez-le-feu conclu le 16 mai 1994, l'Artsakh contrôle un territoire de 11 430 km², où la population (s'élevant au début de 2020 à environ 150 000 âmes⁴⁰) est désormais arménienne à 99 %.

Le bilan humain de cette tragédie est lourd. On estime que la guerre a fait près de 6 000 morts du côté arménien, plus de 20 000 du côté azéri. Près de 600 000 Azéris ont été déplacés – dont environ 380 000 du Karabagh et des zones tampons – et vivent désormais pour la plupart en Azerbaïdjan dans des conditions très précaires. 400 000 Arméniens ont, dans le même temps, fui l'Azerbaïdjan et se sont surtout réfugiés en Arménie ou en Russie, une minorité au Nagorny Karabagh.

³⁹ L'ancien district de Chahoumian, la sous-région de Getachen et les parties orientales des districts de Mardakert et de Martouni.

⁴⁰ Dont à peine 15 000 dans les territoires périphériques occupés depuis le statu quo de 1994. Beaucoup sont des Arméniens ayant fui l'Azerbaïdjan pendant la guerre ; d'autres sont des rescapés de Gyumri et de Spitak ayant perdu leur maison lors du tremblement de terre de 1988. L'Azerbaïdjan dénonce dans leur présence une violation de l'article 49 de la 4^e Convention de Genève, mais les observateurs internationaux notent que le nombre de ces « colons » ne croît pas et qu'on ne peut donc pas vraiment parler d'une colonisation intensive.



La situation après la « guerre d'indépendance de l'Artsakh ».

La reprise d'un conflit resté latent (septembre 2020)

Depuis mai 1994, malgré maintes négociations bilatérales entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, sous l'égide du groupe de Minsk⁴¹, aucune solution au problème de l'Artsakh⁴² acceptable par toutes les parties n'a pu être trouvée. Les

⁴¹ Ce groupe, placé sous la coprésidence des USA, de la Russie et de la France, a été créé en 1992 pour encourager la recherche d'un règlement pacifique du conflit.

⁴² Si, en 1994, le pays s'est autoproclamé « république du Nagorno-Karabagh », la nouvelle constitution approuvée par référendum en février 2017 ne se réfère plus qu'à l'appellation « république de l'Artsakh ». Le premier président fut Robert Kocharian

violations du cessez-le-feu ont été très fréquentes de la part de l'Azerbaïdjan, les plus graves ayant eu lieu en avril 2016, lors de ce qu'on a appelé la « Guerre de quatre jours ». Pour le régime azéri, l'enjeu est de taille : il ne faut pas oublier que c'est en raison des graves convulsions provoquées en Azerbaïdjan par les désastres militaires subis au Karabagh qu'Heydar Aliyev est arrivé au pouvoir en 1993⁴³. Depuis, le régime ne s'est jamais privé d'instrumentaliser la question du Karabagh au service d'une rhétorique nationaliste et belliciste destinée à bétonner un pouvoir dictatorial et prédateur⁴⁴. Depuis le début de l'exploitation de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan en 2006, la manne financière exponentielle générée par l'or noir a commencé à faire tourner la tête d'Ilham Aliyev⁴⁵ : il n'y a pas eu un mois sans que le dictateur clame sa volonté d'utiliser la richesse faramineuse du pays⁴⁶ pour lancer une nouvelle guerre contre les Arméniens, conquérir le Haut-Karabakh et expulser ou anéantir sa population⁴⁷.

(de 1994 à 1997), qui devint ensuite premier ministre (1997-1998) puis second président de la république d'Arménie (1998-2008), ce qui montre à quel point, dans la conscience collective, les deux pays n'en font qu'un. Cependant, l'Arménie s'est constamment gardée d'envisager leur union pure et simple, de manière à ne pas se mettre en porte-à-faux vis-à-vis de la communauté internationale : plusieurs votes à l'ONU, notamment en 2008, ont confirmé le principe de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, tandis qu'en mai 2010, le Parlement européen a adopté une résolution invitant à une solution négociée, impliquant le retrait des forces arméniennes des territoires azerbaïdjanais passés sous le contrôle des Karabaghtsis pendant la guerre. Les autorités du Haut-Karabagh estimaient, quant à elles, que le maintien de ces territoires sous leur emprise était nécessaire à la sécurité des habitants de l'Artsakh.

⁴³ Originaire du Nakhtichevan, chef du KGB et homme fort du parti communiste azéri dès les années 1960, Heydar Aliyev a certes restauré la stabilité du pays, mais en y exerçant un pouvoir sans partage.

⁴⁴ Transparency International, une ONG qui dénonce la corruption dans le monde, classe régulièrement l'Azerbaïdjan, plaque tournante du terrorisme islamiste et du trafic de drogues, parmi les cinq pays les plus corrompus de la planète.

⁴⁵ À la mort de Heydar Aliyev, en 2003, son fils Ilham lui a succédé ; il dirige lui aussi son pays d'une main de fer.

⁴⁶ Plus de 80 % des revenus de l'Azerbaïdjan, dont le budget militaire dépasse la totalité du budget arménien, proviennent de l'exploitation pétrolière.

⁴⁷ Ilham a ordonné la destruction de pratiquement toutes les églises, de tous les monastères et de tous les khatchkars (dont les quelque 3000 du célèbre cimetière médiéval de Julfa) arméniens du Nakhitchevan, le pays natal de son père. Expression d'une haine des Arméniens et d'une négation de leur histoire qui, selon certains observateurs, n'est pas loin de frôler un projet génocidaire. Soulignons aussi qu'en juillet 2020, Aliyev a menacé l'Arménie de faire exploser la centrale nucléaire de Medzamor afin de rayer le pays de la carte !

Ces derniers mois, la suspension des transports internationaux en raison de la pandémie a fait faire le grand plongeon au prix du baril. Confronté à une subite perte sensible de revenus, le potentat de Bakou a sans doute voulu créer une diversion en exacerbant l'esprit de revanche du peuple azéri.

Bien que les Karabaghtsis, soutenus par des volontaires venus d'Arménie (dont beaucoup de vétérans de la guerre d'indépendance), de la communauté arménienne de Géorgie et de la diaspora, aient fait preuve du même courage qu'en 1992-1994, la supériorité des forces azéries ne leur a cette fois laissé aucune chance. L'Azerbaïdjan, grâce à la richesse générée par les hydrocarbures, bénéficie d'un armement sophistiqué, notamment des drones à guidage laser fournis par la Turquie et par Israël⁴⁸. Les Azéris ont pu compter aussi sur le soutien de l'armée de l'air turque, y compris de F-16 relevant de l'autorité de l'Otan⁴⁹ !, de même que sur des centaines de combattants islamistes exfiltrés de Syrie grâce au concours logistique de la Turquie et avec la complaisance de la Géorgie. Pourtant, l'Azerbaïdjan se flatte d'être le champion d'un islam *sofî* ennemi de tout fanatisme...

Les Arméniens de Turquie et de France en proie à la haine des nationalistes turcs. L'ombre d'un nouveau djihad ?

Dès le début des affrontements, les 60 000 Arméniens de Turquie ont éprouvé le sentiment d'une grande insécurité. La plupart des partis politiques et les principaux médias turcs ont virulemment exprimé leur soutien à l'Azerbaïdjan, dans un grand élan de solidarité panturque. Des manifestants hostiles ont défilé aux abords des églises, des écoles et des associations arméniennes et grecques d'Istanbul. Les slogans arménophobes véhéments n'ont pas été exempts de connotations religieuses. Certains avaient l'allure d'un appel au djihad, renforçant le sentiment d'une dérive dangereuse, transformant ce conflit « territorial » en guerre sainte. Sentiment conforté par le revirement de l'Iran, qui, malgré ses relations conflictuelles avec l'Azerbaïdjan, a finalement pris le parti de ce dernier.

On peut craindre que le djihadisme international prenne prétexte de ces événements pour ouvrir un nouveau front contre les chrétiens. Une faction islamiste turkmène qui s'est signalée par sa brutalité sur la scène syrienne et a été « invitée » par Ankara à soutenir les Azéris sur le terrain, la Division Sultan Mourad, n'a-t-elle pas appelé les combattants musulmans de tous hori-

⁴⁸ Ce qui a suscité des protestations à juste titre indignées de nombreux intellectuels israéliens et des Arméniens de Terre sainte. Que les dirigeants du peuple victime de la Shoah s'associent aux visées conquérantes et potentiellement génocidaires d'Erdoğan et d'Aliyev contre un autre peuple lui aussi martyr est tout simplement répugnant...

⁴⁹ Ce qui est évidemment inacceptable. Que l'Otan ait fermé les yeux en dit long sur l'état d'inertie actuel de l'organisation.

zons à rejoindre l’Azerbaïdjan pour « y combattre les chrétiens » ? Il nous revient que, dans les villages azéris transfrontaliers où ces enrégés ont établi leurs bases, ils imposent à la population les pires contraintes de la shari’a. Aussi comprend-on que dans un message adressé à tous les Arméniens du monde et à la communauté internationale, le catholicos d’Etchmiadzine, S.S. Karékine II, n’ait pas hésité à agiter le spectre d’un nouveau génocide qui pourrait frapper les Arméniens du Karabagh. Et c’est avec stupéfaction que l’on a vu la violence envers les Arméniens s’exprimer jusqu’en France, où, à Lyon et en région Auvergne-Rhône-Alpes, ils ont été traqués par des centaines de nationalistes turcs – surexcités par le bras de fer croissant entre le président Macron et un Erdoğan dont la propagande a une emprise considérable sur les quelque 680 000 Turcs de France. Devant cette situation intolérable qui met en danger la communauté arménienne paisiblement intégrée en France, le gouvernement de la République a sagement décidé, le 4 novembre, d’interdire sur son territoire le mouvement islamo-fasciste des « Loups gris », qui diffuse les thèses les plus extrêmes du nationalisme panturc. L’Allemagne va faire de même. On attend que l’Europe se décide elle aussi à prendre des sanctions fermes contre la multiplication des coups de force d’Erdoğan et les ingérences de l’État turc dans les rapports des communautés de sa diaspora avec leurs pays d’accueil. Les choses bougent : ainsi, les Pays-Bas viennent d’annoncer qu’ils demanderont à l’Union européenne un embargo sur les ventes d’armes à la Turquie, notamment parce qu’elle a transféré des djihadistes syriens vers le Haut-Karabagh.

Les ambitions néo-ottomanes du potentat stambouliote

L’analyse des événements doit évidemment prendre en compte les stratégies tous azimuts mises en œuvre sur la scène internationale par le président turc depuis le coup d’État manqué de 2016. Le dessein d’Erdoğan est de neutraliser son affaiblissement sur le plan intérieur, de maintenir son image de leader irremplaçable et de héraut de l’opposition à l’impérialisme occidental, protecteur des musulmans victimes du racisme en Europe et aux USA : interventions militaires en Syrie, en Irak et en Libye, relance de la question chypriote, menace de laisser déferler en Europe des centaines de milliers de réfugiés, prospection intrusive en eaux grecques des immenses gisements gaziers de Méditerranée orientale, reconversion de Sainte-Sophie et de Saint-Sauveur-in-Chora en mosquées (contre laquelle un groupe d’orthodoxes turcs vient d’engager une action en justice devant le Conseil d’État)... Toutes les initiatives du néo-sultan d’Istanbul sont dictées par la perspective des élections présidentielles et législatives de 2023, qui coïncideront avec le centenaire de la proclamation de la République : la victoire ambitionnée lui donnerait de se poser comme refondateur de la Turquie moderne – qu’il veut hausser au niveau d’une très grande puissance rappelant la gloire de l’Empire ottoman – et de rivaliser ainsi avec la figure mythique d’Atatürk.

Une paix crucifiante pour les Arméniens

Acculé par la chute de Chouchi entre les mains des Azéris, prélude à la prise inévitable de Stepanakert, le premier ministre arménien Nikol Pachinian a dû se rendre aux arguments de Poutine – qui s’est imposé comme entremetteur – et se résoudre à un cessez-le-feu assorti de conditions très douloureuses, lui qui avait affirmé auparavant qu’aucune « solution diplomatique » n’était envisageable et qu’il n’y avait d’autre issue que « la victoire ou la défaite ». C’est pourtant bien une défaite qu’il a entérinée, ce qui lui vaut la colère noire de nombre de ses concitoyens. Le très populaire président du Haut-Karabagh, Aïrik Haroutiounian, est venu à sa rescousse : « Si les hostilités avaient continué au même rythme, nous aurions perdu le contrôle de l’ensemble de Artsakh en quelques jours et subi de lourdes pertes », a-t-il confessé, mettant aussi l’accent sur le moral désastreux des troupes, fort impactées par le coronavirus et la dysenterie. Pour sa part, le catholicos Karékine II a imploré la population de s’abstenir de toute violence, exigeant toutefois des autorités d’Erevan et de Stepanakert qu’elles fournissent des explications solides et complètes sur les « décisions prises et leur impact sur l’avenir de notre patrie ». Poutine ressort incontestablement gagnant de cette affaire en imposant la présence au Karabagh d’une force russe d’interposition pour au moins cinq ans : ainsi parvient-il tout à la fois à ne pas laisser carte blanche à Erdoğan et à rappeler à l’ordre l’Arménie peu docile, avec laquelle le lie un traité de défense. Ce faisant, le maître de Moscou manifeste aux uns et aux autres que la Transcaucasie redevient une chasse gardée des Russes.

Aux termes de l’accord signé le 10 novembre, les Azéris ont repris au 1^{er} décembre la totalité des neuf districts que les Karabaghtsis occupaient depuis 1994 et considéraient comme une zone tampon destinée à protéger leur petite république. Craignant d’être massacrés, les Arméniens qui y vivaient ont plié bagages, parfois après avoir incendié leurs maisons pour qu’elles ne tombent pas aux mains des Azéris. Plus grave encore, le Haut-Karabagh ne restera relié à l’Arménie que par l’étroit corridor (5 km de large) de Latchine, et la ville de Chouchi demeurera sous le contrôle de l’Azerbaïdjan. Les centaines de milliers d’Azéris ayant quitté la région pendant la guerre de 1992-1994 pourront s’y réinstaller et seront sans nul doute ardemment poussés à le faire. Un couloir sera ménagé, sous contrôle russe, au travers du territoire de la province arménienne du Zanguézour (Syounik) pour assurer la communication entre l’Azerbaïdjan et le Nakhitchevan. D’aucuns font remarquer que cette perte objective d’une part de la souveraineté arménienne sur le Zanguézour pourrait bien être un premier pas vers la continuité territoriale entre la Turquie et l’Azerbaïdjan tant rêvée par Istanbul...

L'Artsakh sera toujours arménien, chrétien et libre !

Il me semble que si l'on peut accueillir avec un certain soulagement la fin du conflit armé, les conditions imposées aux Karabaghtsis sont insupportablement lourdes de menaces pour l'avenir. Sur le plan du droit international, la récupération par l'Azerbaïdjan de ses territoires perdus en 1994 peut sans doute se justifier, pour autant qu'elle soit assortie de la reconnaissance définitive de l'indépendance de la petite république de l'Artsakh, quitte à reconfirmer celle-ci, sous le contrôle de l'OSCE, par une nouvelle consultation populaire locale, dont l'issue ne fait pas de doute. Quant à la ville de Chouchi, dont l'importance historique est incontestable à la fois pour les Azéris et pour les Karabaghtsis – elle est notamment le siège du diocèse arménien de l'Artsakh (voir ci-dessous, la note informative sur les chrétiens de l'Artsakh) –, est-il utopique de suggérer qu'on lui confère un statut spécial de ville franche, ouverte aux deux communautés ? En attendant, plus de la moitié des quelque 90 000 habitants du Karabagh qui ont fui leur pays (neuf sur dix étaient des femmes et des enfants, les hommes étant restés sur place pour se battre) seraient déjà rentrés chez eux et comptent, non sans une certaine angoisse persistante, sur les forces russes pour assurer leur sécurité. Et l'on éprouve les pires craintes pour les fleurons du patrimoine architectural monastique (Tsitsernavank, Amaras, Dadivank) désormais à la merci des Azéris.

*

* *

On me pardonnera la longue leçon d'histoire que j'ai infligée à mon lecteur dans cet article. Elle est essentielle, me semble-t-il, pour comprendre ce qui est arrivé depuis le 27 septembre. À force de faire l'impasse sur le passé et sur sa complexité, les médias – et les gouvernements ! – occidentaux se contentent trop souvent d'une lecture simpliste de l'actualité. Pour le coup, cette indigence de la mémoire amène nos journalistes à parler, en toute bonne mauvaise foi, d'un conflit entre Azéris et « séparatistes » du Haut-Karabagh. Qu'on se le dise : l'Artsakh a toujours été arménien, libre et chrétien ! Son peuple et le peuple d'Arménie, avec lequel il ne fait qu'un, ont le droit imprescriptible de vivre leur identité nationale et religieuse sans être constamment sous la menace d'une invasion qui mettrait en cause leur existence même.

Solidarité-Orient tient à saluer la démarche courageuse du député Georges Dallemagne, un de nos fidèles lecteurs, le seul parlementaire belge à s'être rendu au Haut-Karabagh pendant le conflit pour témoigner des horreurs de celui-ci.



Dans notre Bulletin n° 232 (oct.-déc. 2004), nous consacrons un reportage à un sculpteur de Chouchi, Hratchik Haroutiounian, qui avait réalisé un khatchkar (pierre levée avec croix inscrite) évoquant les drames vécus par son pays en 1905-1906 et 1918-1920. Sur la pierre inférieure est représentée la région de Bertazor, avec la route reliant Goris à Chouchi. Sur la pierre du haut, on voit la croix dominant les montagnes, un fusil, un aigle, un livre et un cheval, symboles de la fidélité à la foi (la croix), à la langue arménienne (le livre), à sa jeunesse (l'aigle) et aux montagnes de l'Artsakh toujours à défendre (le fusil). Photos Matos Matossian.

Les chrétiens de l'Artsakh, héritiers de l'Église d'Albanie du Caucase

L'écrasante majorité des habitants de l'Artsakh sont membres de l'Église arménienne apostolique. Le diocèse de l'Artsakh est en quelque sorte l'héritier de l'antique catholicoscat d'Albanie, dont le centre fut, du 13^e au 19^e s., le monastère de Gandzasar. Le catholicos étendait son autorité sur l'Artsakh, l'Outik, l'ancienne Albanie et même jusqu'en Astrakhan : en tout, un millier de paroisses. En 1805, les Russes, sous la pression du Saint-Siège d'Etchmiadzine, mirent fin au statut catholico-sal de Gandzasar, qui fut relégué au rang de siège métropolitain, complètement dépendant d'Etchmiadzine à partir de 1836. L'archidiocèse arménien de l'Artsakh fut scindé en 1857 en un diocèse du Karabagh, un diocèse de Shamakhi et un vicariat de Ganja (pour les paroisses subsistant dans l'actuel Azerbaïdjan). En 1915, le diocèse du Karabagh comptait 222 paroisses et monastères, 188 prêtres desservant 206 000 fidèles.

Pendant la période soviétique, toutes les églises du Nagorny-Karabakh furent fermées, laissées à l'abandon, certaines dynamitées ; les années trente virent l'extermination du clergé ou son exil en Sibérie. En revanche, la minorité azérie conserva deux mosquées en activité, l'une à Chouchi, l'autre à Agdam.

En 1989, les autorités soviétiques, dans le contexte de la *glasnost* et sous la pression des Arméniens du monde entier, décidèrent d'autoriser l'Église d'Arménie à ressusciter le diocèse de l'Artsakh et à y envoyer des prêtres. Le diocèse a retrouvé pour siège officiel le monastère de Gandzasar, mais la résidence de

l'archevêque (qui vit surtout à Stepankert) et son administration sont à Chouchi. Il englobe 30 paroisses et monastères en activité. Son patrimoine architectural est exceptionnel, car il compte parmi les plus anciens et les plus remarquables monastères arméniens : Amaras (4^e s.) et Tsitsernavank (4^e-6^e s.), dont il a déjà été question, St-Yeghishe Arakyal (5^e s.), abritant la tombe du roi d'Albanie Vachagan II le Pieux, Dadivank (13^e s.), où le tombeau de saint Dadi, disciple de l'apôtre Thaddée, qui aurait évangélisé l'Artsakh dès le 1^{er} s., a été redécouvert par les archéologues en 2007 ; Bri Yeghtze, connu pour ses nombreux khatchkars...



Mgr Martyrosian, archevêque du Siècle de Gandzasar. À droite, carte des principaux monastères de l'Artsakh. Plusieurs d'entre eux, situés dans les zones conquises par les Arméniens en 1992-94 (en jaune), vont retomber sous le contrôle des Azéris, ainsi Dadivank, Amaras et Tsitsernavank.



Depuis sa restauration en 1989, le diocèse de l'Artsakh a à sa tête l'archevêque Pargev Martyrosian. Né en 1954 à Soumgaït, en Azerbaïdjan soviétique, il est issu d'une famille originaire de Chardakhly, dans le nord de l'Artsakh. Après des études à l'Université polytechnique d'Erevan (Arménie), il entra au séminaire d'Etchmiadzine. Ordonné prêtre en 1984, il prit l'habit monastique et partit étudier l'année suivante à l'Académie théologique de Leningrad, en Russie. Rentré en Arménie et ordonné *vardapet* (archimandrite, docteur en théologie), il fut nommé prier du prestigieux monastère Sainte-Hripsimé à Etchmiadzine. Élu évêque de l'Artsakh en 1989, il fut élevé à la dignité d'archevêque en 1999. Auteur de nombreuses publications, il est internationalement connu pour ses actions en faveur des droits de l'homme et de ceux, en particulier, du peuple de l'Artsakh.

Les Oudis, chrétiens albaniens d'Azerbaïdjan

Il subsiste aujourd'hui en Azerbaïdjan une communauté chrétienne « albanienne », les Oudis (alias Oudines, ou Outis), au nombre d'environ 6000, dont 4400 dans le village de Nij (Nizh). Présents aussi au Daghestan, en Géorgie et en Arménie, les Oudis sont les descendants des premiers habitants non indo-européens de l'Outik et de l'Albanie. Depuis 2003, ils sont officiellement reconnus comme « Communauté chrétienne oudie albanienne de la République d'Azerbaïdjan ». Étant donné que, depuis le début des années 1990, l'Église apostolique arménienne ne dispose plus d'aucun prêtre dans le pays, la vie liturgique de cette petite communauté a été assurée par les laïcs, mais beaucoup d'Oudis ont intégré l'Église orthodoxe russe, qui compte en Azerbaïdjan quelque 240 000 fidèles (2,5 % de la population), essentiellement russes. D'autres communautés chrétiennes vivent en Azerbaïdjan : des protestants (environ 7000, surtout des musulmans convertis), des catholiques (400, d'origine étrangère, avec une église à Bakou), des géorgiens et encore une poignée de molokanes ou molokanes (dissidents de l'Église russe à tendance anarchique). Pratiquement tous les Arméniens ont quitté le pays dans les années 1990. La liberté religieuse est garantie par l'État azéri et il faut reconnaître qu'elle est réelle, nonobstant la répression qui sévit contre le prosélytisme protestant.



Intérieur de l'église Saint-Élisée à Nij (paroisse oudie), datant de 1823. Sa restauration en 2004 a fait l'objet d'une protestation par la Norvège, qui avait financé les travaux, parce que toutes les inscriptions en arménien s'y trouvant avaient été éliminées, illustration de la détermination avec laquelle les Azéris traquent toute référence au passé arménien de l'ancienne Albanie du Caucase. Photo azerbaijan.travel.

Pour en savoir plus

Patrick DONABÉDIAN et Claude MUTAFIAN, *Artsakh, Histoire du Karabagh*, Paris, Sevig Press, 1991.

Jean-Michel THIERRY, *Églises et Couvents du Karabagh*, Antélias (Liban), 1991.

Thomas DE WAAL, *Black Garden: Armenia and Azerbaijan through Peace and War*, New York University Press, 2003.

Annie et Jean-Pierre MAHÉ, *Histoire de l'Arménie : des origines à nos jours*, Paris, Perrin, 2012.

Marion DUVAUCHEL *La Chrétienté disparue du Caucase*, éditions les Acteurs du savoir, 2019 (sur l'Église d'Albanie/Aghvank et les autres chrétiens de la région), lire les pp. 397-452, mais les erreurs y sont hélas nombreuses.

Voir aussi le site excellent du Comité des Arméniens de Belgique : www.armen-com.be

Christian Cannuyer

**APPEL À VOTRE SOLIDARITÉ
LES ARMÉNIENS DU KARABAGH ONT BESOIN DE VOUS !**

Stepanakert et Martouni ont été les principales cibles des bombardements azéris, qui ont fait maintes victimes parmi les civils et causé de graves dommages aux infrastructures (hôpitaux, sites industriels, équipements collectifs, etc.). La reconstruction et le soutien aux familles sinistrées qui vont devoir affronter l'hiver nécessiteront le recours rapide à la solidarité internationale. Nous sommes certains que la lecture de cet article vous convaincra de l'importance de vous y associer en versant vos dons sur notre compte **BE 48 0015 1620 0027**, avec la mention **KARABAGH**. Nous les transférerons au diocèse arménien de l'Artsakh, avec lequel nous sommes en contact.

**VOS DONS FISCALEMENT
PLUS AVANTAGEUX CETTE ANNÉE**

Savez-vous qu'en raison de la pandémie, le gouvernement a décidé que pour les dons effectués à des associations caritatives avant le 31 décembre 2020, la réduction d'impôt s'élèvera à 60 % (au lieu de 45 %) du montant versé ? Une bonne raison de laisser parler votre cœur à l'approche de Noël...

E

ssai

NOTRE HISTOIRE : SOLIDARITÉ-ORIENT D'HIER À AUJOURD'HUI

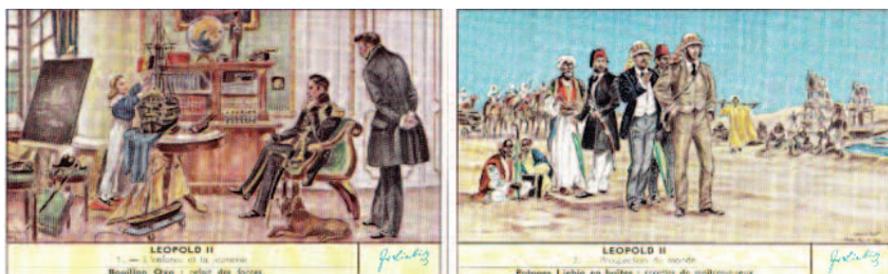
(III) LE DUC DE BRABANT, FUTUR LÉOPOLD II, ET MGR MISLIN, DÉFENSEUR DES CATHOLIQUES ORIENTAUX

Avant de continuer notre parcours historique, nous ne pouvons passer sous silence un important complément d'information sur les voyages du prince héritier Léopold en Égypte que nous a transmis Bernard Van Rinsveld, égyptologue, ancien chargé de mission aux Musées royaux d'Art et d'Histoire, spécialiste de la question. Nous l'en remercions vivement⁵⁰.

Dans le dernier numéro de la présente revue, le professeur Christian Cannuyer nous a fourni un exposé fort documenté abordant le voyage en Orient (1854-1855) du Prince et de sa toute jeune épouse l'archiduchesse Marie-Henriette de Habsbourg-Lorraine. Partis de Trieste, le port de l'Empire habsbourgeois desservant l'Est de la Méditerranée, ils étaient accompagnés du peintre orientaliste allemand Bernhard Fiedler, du docteur Wimmer, médecin du Roi, et de Mgr Jacques Mislin, qui avait été précepteur et directeur de conscience des archiducs à la cour de Vienne. Le choix de ce dernier comme guide s'imposait, étant donné son expertise sur les lieux saints dans l'Empire ottoman. Il avait déjà publié un opuscule sur Jérusalem, puis un grand guide du pèlerin maintes fois réédité⁵¹. Lors du deuxième voyage du duc de Brabant vers l'Égypte (1862-1863), après une forte tempête survenue avant de débarquer à Alexandrie, Léo confiait à ses *Notes* (f° 46, c-d) : « Tous les matins sur le pont, à 10 h(eures), prière. J'y assiste tous les jours. Je suis chrétien et catholique. »

⁵⁰ Signalons que dans notre dernier Bulletin, pp. 30-32, nous avons, par inadvertance, mal orthographié la deuxième partie du nom du consul Blondeel, sous l'influence de l'article publié par le père Roeykens dans le *Bulletin de l'ARSOM* en 1959 : il faut corriger Cuelenbroek en Cuelebroek.

⁵¹ *Jérusalem*, par M. l'abbé Mislin. Paris, A. Le Clère, 1842 ; *Les Saints lieux, pèlerinage à Jérusalem, en passant par l'Autriche, la Hongrie, la Slavonie, les provinces danubiennes, Constantinople, l'Archipel, le Liban, la Syrie, Alexandrie, Malte, la Sicile et Marseille*, par Mgr Mislin..., Paris, Guyot frères, 2 vol., 1851.



« Chromos Liebigh » évoquant (à g.) le tout jeune Léopold s'intéressant aux vastes horizons du monde sous le regard de son père, le roi Léopold I^{er}, et (à dr.) le second voyage du duc de Brabant en Égypte (1862-1863).



Léopold, duc de Brabant (1^{er} rang, 2^e à partir de la g.), et ses accompagnateurs, lors du voyage en Égypte de 1862-1863. Debout, 3^e à partir de la g., le drogman grec melkite catholique d'origine syrienne Jean Eïd. Archives du Palais Royal.

Dès sa jeunesse, l'intérêt de Léo pour les pays lointains avait été aiguisé par la visite des expositions universelles, bientôt relayées par les voyages. En août 1862, à Londres pour l'Exposition, il précise dans ses notes personnelles les buts de ses voyages, qui dépassent les soucis de santé souvent évoqués : « Je

tiens à y chercher des arguments en faveur de ma thèse chérie : le développement honnête de ma patrie par l'acquisition de provinces extérieures. Mon œuvre est civilisatrice, chrétienne et patriotique. »⁵² En somme, il visait la grandeur de la Belgique et ensuite l'œuvre civilisatrice par l'instruction et la conversion chrétiennes dans les régions d'outre-mer. S'il était dépourvu du volet spécifiquement caritatif de la pensée de Mislin bien mis en évidence par C. Cannuyer, Léopold avait en commun avec le prélat tant le peu d'estime pour l'islam que le prosélytisme catholique, assuré en Orient par les franciscains, souvent français, qui jouaient certes aussi un rôle scolaire et social. Lors du deuxième voyage vers l'Égypte, son médecin liégeois, le Dr Stacquez, et lui assistent le jour de Noël 1862 à la messe pontificale célébrée par l'évêque du Caire dans l'église du couvent latin des franciscains dépendant du patriarcat latin de Jérusalem. Dans sa *Relation de voyage en Égypte*, Stacquez en profite pour faire un commentaire en s'appuyant sur des citations du guide de Mgr Mislin concernant l'état déplorable des Saints Lieux et l'inactivité des États catholiques européens⁵³. Il incrimine aussi bien les « infidèles » que les « schismatiques », citant « l'état d'abaissement et d'humiliation du clergé latin de Terre-Sainte qui gémit sous l'oppression des prêtres grecs schismatiques » (les orthodoxes). Léo aurait bien vu la Belgique en médiatrice pour régler la question de la restauration du Saint-Sépulcre endommagé par un incendie en 1808, vu le lien entre Jérusalem et de prétendues « gloires nationales » belges comme Godefroid de Bouillon.

Les archives du fonds Goffinet maintenant inventoriées⁵⁴ confirment les liens privilégiés tissés entre Léopold et Mgr Mislin par des échanges épistolaires. Trois jours après le retour de son premier voyage, le 31 août 1855, le duc de Brabant fait passer une note à son secrétaire, le major Goffinet, lui demandant de prévoir un séjour de Mgr Mislin en Belgique le mois suivant avec des visites touristiques en compagnie du Dr Wimmer ; le programme est fixé le 3 septembre. Le 28 du même mois, Goffinet expédie un premier bilan des frais du voyage de neuf mois en Orient, qui avoisine les 350 000 francs belges, dont

⁵² Archives du Palais royal (APR). FG. *Notes du voyage en Angleterre. Exposition de 1862*, f° 1, le 10 août 1862, transcrit dans G. JANSSENS & J. STENGERS (dir.), *Nouveaux regards sur Léopold I^{er} & Léopold II. Fonds d'Archives Goffinet*, cat. d'exposition, Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, 1997, p. 115.

⁵³ Dr H. STACQUEZ, *L'Égypte, la Basse Nubie et le Sinaï. Relation d'après des notes tenues pendant le voyage que Son Altesse Royale Monseigneur le Duc de Brabant fit dans ces contrées, en 1862 et 1863*, Liège, L. Grandmont Donders, 1865, pp. 118-119.

⁵⁴ Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les provinces. Archives du Palais royal. Inventaires 15, Inventaire des archives d'Adrien, Auguste, Constant et Robert Goffinet (1811) 1842 – 1945 (1947) par Olivier Defrance, Bruxelles, 2020 : 15-1124 (non vu).

la moitié pour la navigation sur un bateau de la Lloyd autrichienne, une somme exorbitante non convenue à l'avance, que Mgr Mislin avait d'ailleurs déconseillé de payer, mais qui finalement dut être acquittée. En fait, Léopold s'était enquis des dépenses consacrées au seul Mislin. La réponse de Goffinet est intéressante dans la mesure où elle révèle une forme d'échelle en matières sonnantes et rébuchantes entre les accompagnateurs du premier voyage : les émoluments de Mislin s'élevaient à 14 400 FB tandis que ceux du Dr Wimmer à 6 400 FB ; quant à la note du bijoutier Dufour pour, notamment, des libéralités en Orient (bagues et épingles en or au chiffre du duc de Brabant, etc.), elle était de 29 478, 62 FB. Le 9 octobre, les cadeaux sont prêts et Goffinet informe Léopold : « Je vois figurer sur cette liste n° 2 les sommes à distribuer en Terre sainte, une recommandation pour l'avancement d'un agent consulaire et des armes pour le Scheik du Faiüm. » L'agent consulaire en question ne peut être que Jean Eid, l'ancien drogman du couple princier, un Égyptien issu d'une famille grecque melkite catholique syrienne, devenu confident du Prince, dont C. Cannuyer a évoqué la fulgurante carrière consulaire. Fin novembre, c'était au tour du peintre Fiedler de passer quelques jours en Belgique, guidé lui aussi par le Dr Wimmer.

Le 25 janvier 1856, Léopold demande en note : « Quand le missel pour Mgr Mislin sera-t-il terminé ? Veuillez envoyer à l'abbé 1000 frs en or, il se trouve à Vienne. La même somme devrait être adressée à M^r Blondeel (Van Cuelebroeck, ministre de Belgique) à Constantinople. » Le missel, s'il était encore à terminer, était donc une pièce unique par sa reliure et sans doute sa décoration ; l'ecclésiastique devait être bibliophile⁵⁵. Outre les largesses pécuniaires du Prince pour les petites communautés catholiques syriennes de l'Empire ottoman, présentes aussi en Égypte après y avoir émigré, le don de ce missel avait clairement été programmé. Léopold voulait aussi voir le résultat de sa confection avant l'envoi. Vu le prix fort élevé de l'objet, le secrétaire du duc de Brabant réagit dans une note : « ... missel à envoyer à Mgr Mislin. Ce missel coûte – frs 1250, Mgr Mislin a reçu 14 000 frs en écus, plus tous ses frais et dépens à l'étranger, en Belgique y compris son retour à Vienne, enfin la croix de commandeur de l'Ordre de Léopold, une croix en Grèce, en Sardaigne, à Jérusalem etc. En voilà un au moins qui ne se plaindra pas de la munificence de Votre Altesse Royale. Si je l'osais, Monseigneur, je répéterais ce mot de Votre Altesse Royale qui correspond si parfaitement à ma manière de voir : "Il faut laisser dormir l'Orient en paix" ».

⁵⁵ Voir sous son nom le *Livre d'Heures avec un choix d'autres prières*, Vienne, 1867, dont les bords de pages et les lettrines étaient enluminés, certaines pages étant entièrement illustrées (imprimé, passé en vente publique Catawiki).



Adrien Goffinet (1812-1886), homme de confiance de Léopold à partir de 1853, fait baron en 1876. Ses fils jumeaux, les barons Constant (1857-1931) et Auguste Goffinet (1857-1927), et leur petit-neveu Robert Goffinet (1886-1945), furent aussi de très proches collaborateurs de la famille royale. Leurs archives récemment redécouvertes constituent un fonds inappréciable pour l'histoire de la dynastie.

Cette note montre l'habileté diplomatique consommée du major Goffinet pour ramener le Duc à une plus saine gestion financière. En effet, la pingrerie du Prince était de notoriété publique. Ce dernier, moins d'une semaine auparavant, avait opposé une fin de non-recevoir à une demande d'aide matérielle émanant d'un marin de Trieste: « Je crois qu'il faut laisser l'Orient en paix et nous occuper de la Belgique », avait écrit le Duc. D'où l'allusion de Goffinet. Peut-être celui-ci considérait-il les vues belges sur les Lieux saints comme chimériques. Mislin avait gagné la confiance de Léo : il servit d'intermédiaire pour des envois de tableaux dans l'empire des Habsbourg, ainsi que pour la réception et le paiement d'autres peintures du paysagiste Fiedler à Trieste, notamment « une grande vue de Jérusalem », une autre du Caire et une de Damas⁵⁶. Les liens entre l'Empire autrichien catholique et le futur Léopold II étaient étroits : le consul d'Autriche à Jérusalem, le comte Josef von Pizzamano (1851-1860), avait d'ailleurs aussi été nommé consul de Belgique. Léopold comptait, semble-t-il, faire de Mislin un relais officieux vers l'Orient. On sait que, pour la constitution d'une Société de Navigation entre Anvers et Alexandrie que le vice-roi d'Égypte s'était publiquement engagé à patronner en mars 1855, Léo avait envisagé que « l'Archiduc Maximilien (futur époux de Charlotte de Belgique) s'engage à sonder l'Abbé Mislin pour savoir s'il voudrait se rendre au Caire afin de hâter la conclusion de cette affaire. L'Abbé toucherait en cas d'insuccès et à titre d'indemnité de voyage 3 000 frs., s'il réussit le double, c'est-à-dire 6 000 frs. L'Archiduc fera savoir au Vice-Roi qu'Il s'intéresse à nos désirs. »⁵⁷ Le projet de liaison maritime

⁵⁶ Pour les échanges entre le Duc et Goffinet cités ou évoqués ci-dessus, cf. : APR. Fonds Goffinet, Notes du duc de Brabant au major Goffinet avec les réponses du Duc, 31-08-1855 ; 01-09-1855 ; 03-09-1855 ; 28-09-1855 ; 8-12-1855 ; 9-10-1855 ; 21-03-1856 ; 15-03-1856 ; 10-12-1858 et 24-12-1858.

⁵⁷ APR. Fonds Goffinet. Lettre du duc de Brabant au comte Alphonse O'Sullivan de Grass de Séovaud (1798-1866), ministre de Belgique à Vienne, 1856 (?), f° 3, d.

capota. Je ne sais pas si la mission fut finalement proposée à Mislin, ni si ce dernier l'accepta, ni s'il put la mener⁵⁸.

Dans sa relation du deuxième voyage en Égypte, en 1862-1863, Stacquez a donc toujours fait référence au guide de Mgr Mislin sur le voyage en Terre sainte. La configuration internationale avait évolué, la concurrence entre confessions s'était développée au Proche-Orient et en Égypte, et toute la région s'était couverte de réseaux d'établissements religieux, en particulier franciscains pour les catholiques. On sait que le prélat était en Belgique l'été du retour de Léopold. En effet, il participa au Congrès catholique de Malines, à l'occasion duquel il éleva une protestation, le 22 août 1863, contre la Convention de Constantinople (1862) sur la réédification de la coupole de l'église du Saint-Sépulcre à Jérusalem, une convention qui avait exclu le Saint-Siège et l'Empire autrichien des cosignataires⁵⁹.

Si Léopold désignait les pharaons bâtisseurs de la formule « nos prédécesseurs », il n'en gardait pas moins un esprit catholique prosélyte en sous-main et, pour légitimer les ambitions de son petit pays, voulait toujours valoriser l'héritage « belge » des figures prestigieuses de Godefroid de Bouillon, « roi de Jérusalem », et de son frère Baudouin de Boulogne, dont les orthodoxes grecs avaient négligé de restaurer les tombeaux. C'est dans ce contexte de cause commune que le duc de Brabant avait fait un cadeau personnalisé à Mgr Mislin, un missel luxueux. Nous ignorons où l'ouvrage est actuellement conservé.

Bernard Van Rinsveld

Lorsque Léopold accomplit son deuxième voyage en Égypte (1862-1863), l'Œuvre d'Orient, créée six ans plus tôt à Paris (1856), a déjà des ramifications dans notre pays. Nous y reviendrons dans le prochain épisode...

⁵⁸ Le vice-roi Saïd Pacha, en expédition au Soudan, était absent d'Égypte depuis fin 1855 et il ne revint qu'en septembre 1857. Le duc de Brabant lui écrivit alors sans intermédiaire pour lui rappeler ses engagements : voir J. ANCKAER, *Small Power Diplomacy and Commerce. Belgium and the Ottoman Empire during the Reign of Leopold I (1831-1865)*, Istanbul, 2013, pp. 412, 414-115.

⁵⁹ *Protestation faite au Congrès catholique de Malines dans l'assemblée générale du 22 août 1863 par Mgr. Mislin. Contre la Convention signée à Constantinople, le 5 septembre 1862, par les représentants de la France, de la Russie et de la Turquie, ayant pour but la réédification en commun de la coupole de l'église du Saint-Sépulcre à Jérusalem*, Vienne, Imprimerie des P.P. Mechitaristes, 1863.

É

chos du Proche-Orient chrétien

La Cour de cassation égyptienne a confirmé, le 1^{er} juillet, la **condamnation à mort du moine copte Isaïe al-Makarî**, coupable de l'assassinat, en juillet 2018, de son supérieur l'évêque Épiphianos, qui dirigeait le monastère St-Macaire du Wadi el-Natroun. Le moine complice du meurtrier, Philotheos, qui a tenté de se suicider, a vu sa peine réduite à 25 ans de réclusion. Ce drame a révélé de graves tensions entre les moines de St-Macaire fidèles à la ligne réformiste du père Matta El Maskine (1919-2006), dans laquelle s'inscrivait Mgr Epiphianos et qui est encouragée par le pape copte actuel Tawadros II, et la tendance plus traditionaliste, favorisée par l'ancien pape Shenouda III. Ces tensions entre partisans et adversaires d'une certaine ouverture à la modernité et à l'œcuménisme sont perceptibles au sein de l'ensemble des cadres monastiques et du clergé de l'Église copte.

Après trois décennies du régime théocratique mis en place par le président Omar el-Bechir, renversé en avril 2019, **le Soudan s'apprête à intégrer dans sa future constitution le principe de la séparation de la religion et de l'État et le rejet de toute discrimination sur la base de l'identité religieuse**. Depuis le 11 juillet, il est ainsi possible pour un musulman soudanais de renoncer à l'islam pour se convertir au christianisme sans encourir la peine de mort. D'autres mesures ont été adoptées, parmi lesquelles l'interdiction de l'excision et la possibilité pour les chrétiens d'importer, de vendre et de consommer de l'alcool (ce qui reste cependant interdit aux musulmans). Ces mesures ont provoqué la colère du prédicateur islamiste Abdel-Hay Youssef, qui dénonce une « guerre contre les vertus et une agression contre la religion et l'identité de la nation ».

La cathédrale maronite d'Alep restaurée a été reconsecrée le 20 juillet, jour de la Saint-Élie, son saint titulaire. Construite dans le vieux quartier d'Al-Jdeydeh en 1873 et agrandie en 1914, à l'époque ottomane, elle avait subi entre 2012 et 2016 trois lourdes attaques de missiles et de nombreux autres dommages. Les dégâts les plus graves furent à déplorer en 2013, alors que le quartier se trouvait aux mains d'un groupe de djihadistes acharnés à y détruire tout signe de christianisme. Le 26 avril 2015, le bâtiment fut sévèrement ébranlé par deux grosses explosions provoquées dans des tunnels creusés par les rebelles : le toit de la nef s'est effondré et l'intérieur a été saccagé. « La restauration et la réouverture de la cathédrale ont une signification symbolique. C'est un message lancé aux chrétiens d'Alep et du monde entier. La restauration de la cathédrale est la preuve que nous sommes encore là dans ce pays, malgré notre nombre décroissant. Nos voix continueront à louer Dieu en ce lieu, malgré toutes les difficultés », a déclaré Mgr Joseph Tobij, archevêque maronite d'Alep, dans une interview accordée à Aide à l'Église en Détresse, qui a largement contribué au financement du projet. Les chrétiens d'Alep, qui étaient 180 000 au début de la guerre, ne seraient plus aujourd'hui que 30 000.

Les chrétiens éthiopiens sont la cible des activistes oromos. Des centaines de chrétiens orthodoxes et protestants appartenant à l'ethnie oromo auraient été victimes des émeutes meurtrières qui ont ensanglanté l'Éthiopie en juillet, surtout dans la capitale Addis-Abeba et dans plusieurs villes de l'État d'Oromia. L'Église orthodoxe et certaines Églises évangéliques accusent les activistes oromos d'avoir particulièrement ciblé ces victimes en raison de leur identité religieuse. Plus de 9000 personnes, pour la plupart des chrétiens, ont été déplacées. La violence a éclaté après le meurtre d'un éminent musicien et militant de l'ethnie oromo, Hachalu Hundessa. Le 1^{er} novembre, une soixantaine de terroristes de l'Armée de libération des Oromos (OLA) ont envahi le village de Gawa Quanqa et massacré 54 membres de la tribu amhara, principalement chrétienne. L'ethnie oromo, majoritairement musulmane et représentant environ un tiers des 112 millions d'habitants du pays, s'estime discriminée et exclue de toute réelle participation au pouvoir national. Lui-même oromo et chrétien, le premier ministre Abiy Ahmed (prix Nobel de la paix 2019 !) exerce un pouvoir de plus en plus autoritaire. L'offensive guerrière sanglante qu'il vient de mener contre la province du Tigré, coupable de velléités irrédentistes, est une étape de plus dans l'inquiétante montée de la violence en Éthiopie et le délitement du pays.

Le 6 août, le Pape a étendu la juridiction des patriarches catholiques orientaux aux sept pays de la péninsule arabique (Koweït, Bahreïn, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Émirats arabes unis et Yémen). Cette disposition concerne six patriarchats catholiques orientaux : les coptes (patriarcat d'Alexandrie), les maronites (patriarcat d'Antioche), les syriaques catholiques (patriarcat d'Antioche), les grecs melkites (patriarcat d'Antioche), les chaldéens (patriarcat de Babylone) et les Arméniens (patriarcat de Cilicie). La majorité des catholiques de la péninsule sont des travailleurs qui viennent d'Asie (Philippines, Inde, etc.) et sont de rite latin. Toutefois, il y a aussi une minorité de catholiques orientaux originaires du Liban, d'Irak, d'Éthiopie ou d'Égypte, et célébrant dans différents rites. Depuis 2003, ils relevaient de la compétence des vicaires apostoliques latins, Mgr Paul Hinder pour le vicariat d'Arabie du Sud (Émirats arabes unis, Oman et Yémen) et Mgr Camillo Ballin, décédé en avril dernier, pour le vicariat du Nord (Koweït, Arabie saoudite, Bahreïn et Qatar). C'est pour mieux répondre aux besoins spirituels de ces fidèles que le Saint-Père a pris cette décision respectueuse de la spécificité des Églises orientales, à la demande expresse des patriarches et après une « évaluation minutieuse avec les dicastères compétents de la Curie romaine ». Les catholiques indiens et sri-lankais appartenant aux Églises orientales syro-malabare et syro-malankare, qui n'ont pas à leur tête un patriarche, continueront à relever de la juridiction des vicaires apostoliques de rite latin, qui restent aussi les seuls représentants du St-Siège auprès des autorités politiques locales.

Des affrontements violents entre musulmans et chrétiens ont éclaté le 3 octobre lors d'un mariage copte à Dabous, en Haute-Égypte. Un jeune chrétien de 10 ans a été agressé par deux adultes musulmans. Deux adultes chrétiens sont venus à son secours et la confrontation a dégénéré. Les violences ont continué le lundi suivant. Des pierres ont été jetées contre des maisons coptes. Dix coptes et musulmans ont été détenus, à la demande du parquet, pendant 24 heures pour enquête. Le prêtre Nashed Daoud, adjoint de l'éparchie de Salmalout, juge cette attaque « injustifiée » et dit être

« en contact avec les enquêteurs et le parquet ». Il en appelle à la « sagesse » pour que personne « n'exploite les événements et n'attise le chaos ».

Kidnappings de coptes. On a de nouveau signalé le 3 octobre la disparition d'une jeune fille copte, réapparue trois jours plus tard dans une vidéo où elle affirme s'être convertie à l'islam. Magda Mansour Ibrahim, âgée de 20 ans, avait disparu sans laisser de trace alors qu'elle se rendait à son collège à Assiout, proche d'al-Badari, la localité où réside sa famille. Dans la vidéo communiquée à ses parents le 6 octobre, elle déclare s'être convertie à l'islam depuis six ans et avoir épousé un musulman. De déroutantes contradictions dans ses dires ont convaincu ses parents qu'elle parlait sous la contrainte. Ils ont alerté les médias, la sûreté de l'État et en ont appelé au président de la République lui-même pour que tout soit mis en œuvre afin de retrouver leur fille et de s'assurer qu'elle était libre de ses actes. Ce tapage médiatique semble avoir fait son effet, car Magda est depuis lors rentrée chez elle. Près de 500 cas similaires ont été répertoriés ces deux dernières décennies dans un rapport (*Jihad of the Womb : Trafficking of Coptic Women & Girls in Egypt*) récemment publié par l'association américaine Coptic Solidarity, qui dénonce la mauvaise volonté des autorités à reconnaître qu'il s'agit de kidnappings et non de conversions volontaires, ainsi que les pressions exercées sur les familles pour qu'elles s'abstiennent de rendre ces faits publics. Le 8 novembre, c'est un chrétien de 61 ans, Nabil Habshy Salama, qui a été kidnappé en pleine rue à Bir el-Abed dans le Nord-Sinaï. Commerçant aisé, la victime a financé la construction de la seule église locale ; c'est ce qui a dû motiver son rapt par des islamistes, omniprésents dans la région.

La candidature du prêtre copte orthodoxe Paula Fouad aux élections législatives, qui ont lieu par phases successives du 21 octobre au 8 novembre (mais dont le résultat ne sera publié que le 14 décembre), a rouvert le débat sur la légitimité de l'engagement direct du clergé en politique. Le prêtre, curé de la paroisse St-Georges d'al-Matarya (circonscription électorale du Caire), figure sur la liste « Coalition des indépendants ». L'Église copte orthodoxe a invité tous les citoyens à faire preuve de sens de la citoyenneté en participant aux élections législatives, mais, dans le même temps, elle a officiellement souhaité s'en tenir à une stricte neutralité. Par le passé, divers prêtres et évêques se sont engagés au sein de formations politiques, seuls les moines étant clairement non autorisés à le faire. Mais, en l'absence de règles claires, la candidature du père Fouad est l'objet de polémiques. Aux précédentes élections de 2015, 36 sièges sur 568 avaient été attribués à des candidats coptes orthodoxes.

Le 20 octobre, **les Églises catholiques du Kérala (sud de l'Inde) ont lancé un mouvement de grève de la faim** afin de protester contre l'ingérence du gouvernement communiste de l'État dans la nomination des enseignants des écoles chrétiennes. Trois évêques s'y sont personnellement associés : Mgr Joshua Mar Ignathios, évêque syromalankar catholique de Mavelikkara et président de la Commission pour l'éducation du Conseil des évêques catholiques, Mgr Paul Antony Mullassery, évêque latin de Kollam, Mgr Thomas Tharayil, évêque auxiliaire syro-malabar de Changanassery. Au Kérala, sur 13 000 écoles, on compte près de 5 000 écoles catholiques, dont plus de la moitié ont droit à des aides de l'État. Le 4 novembre, les autorités ont rencontré des représentants des Églises (notre photo) et finalement promis de respecter les droits des

écoles catholiques, notamment la liberté du choix des enseignants. Les chrétiens représentent 18,38 % de la population du Kérala (33 millions). La qualité de l'éducation délivrée dans leurs établissements est reconnue. En comparaison, les chrétiens ne représentent que 2,3 % de l'ensemble de la population indienne.



Près de deux cents familles chrétiennes vont revenir à Mossoul et dans la plaine de Ninive, qu'elles avaient fuies il y a 6 ans en raison de la violence de l'État islamique. Les chrétiens tardant à entreprendre cette démarche car ils ont peur des violences subies par le passé. Leur retour est favorisé par la restauration des lieux chrétiens, comme l'église Notre-Dame de l'Heure, du couvent des dominicains, réhabilitée grâce à l'Unesco. S'il s'agit d'un signal réconfortant, le nombre de chrétiens revenant dans le nord de l'Irak reste faible.

Le 24 octobre, l'archevêque **Pierbattista Pizzaballa a été nommé par le Pape nouveau patriarche latin de Jérusalem**. Fait exceptionnel, le 28, il a reçu le pallium des mains mêmes de François (cf. notre photo, © Vatican médias). Depuis la démission de Mgr Fouad Twal en 2016, il gouvernait le patriarcat en tant qu'administrateur apostolique, chargé de combler un déficit financier abyssal. Le patriarche Pizzaballa est le 10^e à occuper la fonction depuis la restauration du patriarcat en 1847. Elle échoit de nouveau à un Italien après deux prédécesseurs arabes (Mgr Michel Sabbah, premier Palestinien à devenir patriarche en 1987, et le jordanien Twal en 2008). Né en 1965, franciscain assigné à la Custodie de Terre sainte en 1997, il fut élu Custode en 2004. De Jérusalem, il a dit récemment : « C'est une mère qui éduque et nous fait grandir. Il ne suffit pas de préserver le caractère historique de la ville à travers ses pierres, il est également nécessaire de préserver l'imbrication unique des relations de croyances, de peuples et de cultures, sans exclusivité. La nature de Jérusalem est d'inclure et non d'exclure. C'est aussi sa vocation prophétique, son appel universel. En tant que microcosme de notre monde globalisé, cette ville, si elle veut vivre sa vocation universelle, doit être un lieu qui enseigne l'universalité, le respect d'autrui, le dialogue et la compréhension mutuelle, un lieu où les préjugés et l'ignorance et la peur qui les nourrissent sont vaincus par l'honnêteté, l'intégrité et la recherche de la paix. »



Le patriarcat grec-orthodoxe a annoncé le 14 novembre que, pour **contrecarrer les plans de colonisation juive de la vieille ville de Jérusalem**, il a payé deux millions de shekels (environ 500 000 euros) afin d'éponger la dette des locataires de l'hôtel Petra, tout proche de la porte de Jaffa. Le transfert de propriété de ce dernier à l'association juive ultra-nationaliste Ateret Cohanim, en vertu d'une vente jugée irrégulière et contestée depuis 16 ans, a été avalisé le 24 juin par le tribunal de district de Jérusalem (décision désormais portée par le patriarcat devant la Cour suprême israélienne). Si les locataires échappent ainsi à l'expulsion, l'immeuble devrait en effet demeurer sous leur contrôle et non sous celui d'Ateret Cohanim.

L'importance du dossier « Artsakh » nous a empêchés de traiter dans ce Bulletin de la situation actuelle au Liban, en Syrie et en Irak, qui est désastreuse... Nous nous y attacherons dans nos prochaines livraisons.

Dans ce Bulletin consacré aux Arméniens de l'Artsakh, nous ne pouvons passer sous silence la parution du beau livre de notre amie Anne-Marie VELU, *La Pentecôte dans l'art d'Orient. Les enluminures arméniennes*, préface de Bernard COULIE, Presses Universitaires de Louvain, 2020, 164 p., 25,50 €. Une découverte passionnante de l'expression de la beauté et du mystère de la Pentecôte transmise par les enluminures arméniennes médiévales. Un hommage aux traditions spirituelles que les Arméniens ont préservées d'âge en âge, malgré la houle tragique de leur histoire. Nous vous le recommandons vivement et le présenterons plus longuement dans notre prochain numéro.

L

u pour vous

Mesopotamia. Une aventure patrimoniale en Irak, sous la direction de **Pascal Maguesyan** (autres contributeurs : Marie-Ange Denoyel, cardinal Philippe Barbarin, Narmin Ali Amin, Joseph Yacoub, Christian Cannuyer, Charles Personnaz), éd. Première Partie, 2020, 256 p. (en trois langues : français, anglais, arabe), nombreuses illustrations en couleurs, 39 €.

Il y a très longtemps, bien avant la conquête de l’islam, cette région du monde s’appelait l’Assyrie. C’est ce que l’on découvre en se penchant sur l’histoire de *Mesopotamia*, une association, qui depuis sa fondation en 2017 à Lyon, répertorie les édifices religieux chrétiens, mais aussi yézidis et juifs, rappelant que dans ce nord de l’actuel Irak, les temples, les mausolées et les synagogues avaient précédé les mosquées. Sur le site de l’association (www.mesopotamiaheritage.org), plus de 100 monuments sont décrits et photographiés pour le plus grand bonheur des amoureux du christianisme oriental. Un patrimoine mondial unique, que les djihadistes de Daech s’évertuaient à raser à coups d’explosifs, de haches et d’incendies, durant les deux années où ils ont occupé la région, entre 2014 et 2016.

Pendant deux ans et demi, des équipes de *Mesopotamia*, experts, chauffeurs, interprètes, photographes ont sillonné trois provinces, Ninive-Mossoul, le Kurdistan et Kirkouk, ainsi que Bagdad, la capitale du pays, recensant églises, cathédrales, monastères, couvents, mausolées, nécropoles et divers lieux de prière et de recueillement. Le couvent Mar Behnam à Khidhir Ilyas, saccagé ; l’église catholique de Mar Touma à Mossoul, dévastée ; les mausolées de la communauté yézidie dans les monts Sinjar, pillés... Un témoignage, fort, émouvant, un appel au souvenir, mais aussi à la mobilisation pour redonner vie à ces espaces de spiritualité, car *Mesopotamia* s’applique également à restaurer, au gré de ses moyens financiers. Même miraculeusement sauvagés, comme au Kurdistan d’Irak ou dans la province de Kirkouk, ces villes et ces villages ont vécu la menace de disparaître à jamais. Au fil des pages, on découvre bien d’autres joyaux sauvés. Des pierres certes, mais aussi des visages, des portraits de femmes et d’hommes qui s’efforcent de se remettre debout après avoir frôlé le pire.

Parmi les textes de spécialistes, de religieux et d’orientalistes qui s’intercalent dans les pages de cette aventure, celui du directeur de *Solidarité-Orient*, Christian Cannuyer, qui rappelle les liens qui unissent chrétiens et Yézidis : « Dans le passé – écrit-il, p. 243 – les Yézidis et les chrétiens irakiens ont déjà souvent fait preuve de solidarité face aux adversités communes... Les souffrances indicibles qu’ils viennent de subir ensemble peuvent être vues comme une douloureuse étape vers le Bien final. »

Dans cette période morose, où l’on ne parle que de pandémie (la covid-19 qui s’amplifie), que de guerres (le Haut-Karabagh, la Syrie ou le Yémen), que d’attentats djihadistes et de séparatisme, j’avais envie de souligner l’histoire d’une aventure heureuse de gens qui se rassemblent pour défendre la vie.

Luc Ballbont

Nous reviendrons certainement sur ce livre magnifique, puisque *Mesopotamia* bénéficie du soutien financier de Solidarité-Orient.